

CHRONIQUES

La Revue d'Informations des Communautés à la Base ★ Trimestriel Togolais Gratuit N° 003

DE LA BASE

Invité Spécial Toofan

Le Cool Catché,
plus qu'une musique...
un mode de vie,
une source d'inspiration
pour les jeunes



Ministère du Développement à la Base,
de l'Artisanat, de la Jeunesse
et de l'Emploi des Jeunes

TOGO CELLULAIRE

3G

HAUT DÉBIT



DÉCOUVREZ CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT
INTERNET / MMS / WAP / MAIL / VISIOPHONIE / TÉLÉ VIDÉO SURVEILLANCE



LE LEADER



CHRONIQUES

La Revue d'Informations des Communautés à la Base • Trimestriel Togolais Gratuit N° 003 DE LA BASE

Récapitulé N° 455/08/02/12/HAAC

Directrice de Publication
Victoire Tomégah Dogbé

**Conseiller Editorial &
Directeur Artistique**
Erick Kaglan

Conseil de Rédaction
Victoire Tomégah Dogbé
Yawotse Vovor, Batinata Fakou-
nafah, Erick Kaglan, Waké
Singo, Kokou Kalefe, Kevin
Dassa, Charlotte Daklou

Articles & Photos
Erick Kaglan (E.K.)

Maquette & Infographie
Diamond Gate Production

Imprimerie
Groupe IPC Communication
00 228 22 23 06 00

Distribution
Kokou Owoussi, Innocent
Kegben, Brice Atana

Tirage
8.000 exemplaires

Marketing
Victoire Tomégah Dogbé
Erick Kaglan

Comptabilité
Daniel Ayi, Ida Abalo

Contacts
00 228 22 61 07 40
00 228 90 38 18 37
www.chroniquesdebase.com
chroniquesdelabase@gmail.com
Facebook/Chroniques de la Base

CITE OUA, Lomé Togo
Copyright Août 2012

SOMMAIRE

EDITORIAL

Tenir le bon bout 05

DOSSIER 1

JEUNESSE, EMPLOI DES JEUNES & ARTISANAT

Vacances utiles et Citoyennes 2012 08

Toofan, Invité Spécial 12

Intégration africaine 18

Programme de Promotion du Volontariat National 22

Entreprenariat 28

Trucs & Astuces 29

Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans 32

Microfinance 34

DOSSIER 2

DEVELOPPEMENT A LA BASE

Projet de Soutien aux Activités Economiques de Groupements 42

Leadership Miss Togo 50

Plateformes Multifonctionnelles 54

Plantes à Racines et Tubercules 58

Développement communautaire 60

Projet de Développement Communautaire 64

Communes du Millénaire 70

Programme 'Self Help' 74

Politique de Développement à la Base 76



GRANDS ENJEUX INTERNATIONAUX POUR COMPRENDRE UN MONDE EN CRISE



onutogo.org

le site du Togo au Conseil de sécurité

Tenir le bon bout

Ne soyez pas étonnés. Il s'agit bien de votre revue habituelle, Chroniques de la Base, qui décerne, à cette édition, une mention spéciale au Groupe TOOFAN, concepteur du **Cool Catché**... Une musique, une danse, que dis-je, un mode de vie ou, si vous le voulez, une source d'inspiration et d'espoir pour les jeunes. Une façon pour nous de célébrer l'excellence et le talent de ce groupe, un peu comme nous l'avons fait tout au long de cette période de vacances où les jeunes élèves les plus méritants aux examens du BEPC et du Probatoire ont pu savourer le fruit de leurs labeurs !

Une façon également pour nous de montrer aux jeunes togolais que leur **dévouement** et leur **sens de la citoyenneté** feront grandir notre pays. C'est ainsi que nous continuons à nous employer à promouvoir ces valeurs à travers la mobilisation de nos jeunes frères et sœurs dans le **volontariat** et à créer les conditions pour favoriser une meilleure **intégration** et un meilleur **brassage** des fils et filles de notre pays.

Mais l'intégration doit être également régionale et africaine, parce que nous restons convaincus que notre pays ne saurait faire cavalier seul pour accéder au développement. Un développement que nous ne saurons atteindre sans nos artisans, une frange non négligeable de notre société. Ensemble, nous devons œuvrer pour leur plein épanouissement



Photo Erick Kaglan

Par **Victoire Tomégah Dogbé***

et celui de nos sœurs et mamans qui mènent des activités génératrices de revenus.

Ces femmes battantes n'ont, le plus souvent, pas besoin de grand-chose pour transformer leurs produits ou pour réussir leurs petits commerces. Juste une petite formation, du matériel et un outillage simple mais adapté, du microcrédit, et voilà toute une vie, parfois tout un village qui se trouve transformé !

En ce sens, beaucoup d'actions ont été déjà entreprises au cours de ces dernières années, avec le soutien de l'Etat, de nos partenaires (bilatéraux et multilatéraux) et du secteur privé togolais, pour assurer un développement harmonieux de nos communautés, mais ces actions demeurent insuffisantes au regard des nombreux défis qu'il reste à relever.

En revanche, les quelques avancées déjà enregistrées nous rassurent que **nous tenons le bon bout**. Pour nous, c'est un motif d'encouragement à mieux faire. Raison pour laquelle la présente tribune est offerte afin de recueillir vos idées, vos suggestions pour asseoir le développement de nos populations sur de bonnes bases.

Dans ce double numéro de notre périodique, vous trouverez des clés pour mieux comprendre et partager les préoccupations de notre jeunesse, de nos artisans et de nos communautés à la base.

Bonne lecture et bonnes vacances à tous ■

*Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et l'Emploi des Jeunes

DOSSIER 1

JEUNESSE, EMPLOI DES JEUNES & ARTISANAT

Vacances Utiles et Citoyennes 2012

Vacances méritées 08

Toofan, Invité Spécial

"Le Cool Catché, plus qu'une musique, est un mode de vie, une source d'inspiration pour les jeunes" 12

Intégration africaine

Couleurs communes 18

Programme de Promotion du Volontariat National

Déjà 2000 volontaires nationaux, 500 autres avant fin 2012 22

'Objectif 5000 volontaires/an', Victoire Tomégah Dogbé 24

'Le PROVONAT m'a vraiment ouvert les portes', VNNU 26

Entreprenariat

Apprêtez vos projets ! Le FAIEJ arrive... 28

Trucs & Astuces

Comment rédiger son projet d'entreprise (Suite et fin) 29

Artisanat

Artisans de la reconstruction 32

Désormais un code de l'artisanat 33

Crédit assuré 34

Microfinance

Bouffée d'oxygène 36

Vacances Utiles et Citoyennes 2012

Vacances méritées

Je suis vraiment ravi de participer à ce camp chantier parce que c'est le fruit de mon travail", se félicite Ange Komlan Zotchi, 17 ans, l'un des meilleurs élèves au BAC 1 cette année.

Ange Komlan a décroché son probatoire avec une moyenne de 15,10 sur 20 ; ce qui lui vaut sa participation au camp chantier de reboisement organisé par le ministère en charge de la jeunesse dans le cadre de son projet Vacances utiles et citoyennes.

"Je l'ai tant cherchée, j'ai bossé dur pour mériter ma place à ce camp", confie le jeune élève pendant qu'il embarque à bord d'un bus de 19 places au départ de Lomé, avec d'autres élèves tout aussi méritants que lui. Destination Kara, lieu du camp chantier (environ 420 km au nord de Lomé).

"Je dis merci au gouvernement togolais qui m'a accordé cette occasion de savourer le fruit de mon travail", lance-t-il tout excité, pendant que le bus démarre sous les au revoir de ses parents et proches venus assister à son départ.

Comme lui, d'autres jeunes n'ont pas caché leur joie d'être comptés parmi les meilleurs.

"J'ai le sentiment de mériter ma place dans ce bus. J'en suis fière et je pense qu'il y a de quoi s'enorgueillir", pense Géraldine Ekpé, qui elle, s'en est sortie avec une moyenne de 14,83.

Ekoué Samson Kemavor, un autre, lui, a le sentiment que ses efforts sont encouragés.

"Je me sens reconforté après toute une année de stress. Les mots me manquent. Je sens que mes efforts sont encouragés et cela constitue pour moi un défi. Je dois pour cela redoubler d'efforts pour être toujours comptés parmi les meilleurs", dit-il, ajoutant : " Cela

nous encourage à poursuivre sur cette lancée. Qui sait ? Peut-être la prochaine fois, ce ne sera plus un voyage à Kara, mais une bourse d'étude (...)"

Quand à Timothée Attikpaki, il doit non seulement sa participation à ce camp chantier à son ardeur au travail, mais aussi au censeur de son établissement.

"Notre censeur nous avait prévenus que ce camp serait organisé. Il nous l'a dit pour nous booster davantage", nous confie le jeune Timothée.

Outre leurs sentiments d'être récompensés, les jeunes estivants sont tout excités de découvrir le Togo.

"Je suis curieuse de découvrir le grand nord. J'entends souvent parler de l'épave du crash de Sarakawa; ce sera pour moi l'occasion de voir ce site de plus près", confie Géraldine.

Quant à Ange Komlan, c'est la faille d'Alédjo qu'il piaffe d'impatience de voir de plus près, lui qui s'était contenté jusque-là des photos de ladite faille dans les agendas et divers documents.

Ils étaient en tout près de 150 meilleurs élèves au BAC I à avoir pris part à ce camp chantier de reboisement organisé à Kara (420 km de Lomé) du 04 au 13 août dernier sur le thème "Plus verts, nous sommes couverts". Au cours de ce camp chantier, ils ont mis en terre environ 5.000 plants pour lutter contre la désertification.

"Je suis ravi d'avoir participé à cet acte de citoyenneté et planté des arbres. Je suis fière d'avoir les mains sales parce que j'ai mis un plant en terre et je suis persuadé que mon geste contribuera à rendre notre végétation plus verdoyante et à protéger ainsi notre environnement", confie Ange Komlan Zotchi.

Les vacances utiles et citoyennes 2012 ont aussi regroupé, comme lors des deux précédentes, plus de 300 meilleurs élèves à l'examen du BEPC en une colonie de vacances tenue du 10 au 19 août dernier à Kpalimé (environ 120 km de Lomé).

Au cours de la colonie de vacances et du camp chantier, les jeunes ont reçu une bonne dose de notions de citoyenneté et ont été initiés aux collectivités éducatives comme la fabrication de savon liquide, de décoration, de teinture sur tissu, de tresse de filets de ballons de foot et de basket-ball, mais aussi de tricotage de nappes de tables.

Ils ont été sensibilisés sur leurs droits et devoirs, les fléaux sociaux comme la drogue, les IST et le VIH/Sida. Ils y ont également appris à se familiariser et à vivre ensemble.



Photo Erick Kaglan

Les meilleurs élèves aux derniers examens du BEPC et du BAC I ont savouré de belles vacances grâce à leurs efforts fournis tout au long de l'année dernière

Ils ont aussi visité certains sites touristiques dont la cascade de Kpimé, le château Vial ou encore la maison des esclaves d'Agbodrafo dans les Lacs.

“Ces colonies de vacances m’ont permis de sortir et de me faire beaucoup d’amis. C’était vraiment beau”, se réjouit Mlle Atchabao, 14 ans.

“On s’est beaucoup amusé et nous avons également appris beaucoup de choses”, ajoute la jeune fille qui a obtenu 16,71 de moyenne au BEPC.

“Notre objectif en initiant ce projet est d’encourager l’excellence chez les meilleurs, mais aussi

de favoriser le brassage culturel entre les fils et filles de notre pays. A un moment où l’on parle beaucoup de réconciliation dans notre pays, c’est par des occasions pareilles que nos enfants, nos jeunes frères et sœurs apprendront à vivre ensemble et à s’accepter”, a affirmé Victoire Tomégah Dogbé, la ministre du développement à la base en charge de la jeunesse lors de la cérémonie de clôture de la colonie à Kpalimé, en présence de son collègue des enseignements primaire, secondaire et de l’alphabétisation, Esso Solitoki. Une cérémonie riche en couleurs au cours de laquelle les cinq “meilleurs des



Photo Erick Kaglan

Quelques coups de balais de Mme Victoire Tomégah Dogbé, aux côtés des jeunes des associations, pour donner l'exemple de la citoyenneté

meilleurs” ont été primés.

“Vous avez démontré que le temps passé ici a été utile pour vous, car vous avez appris beaucoup de choses. Les scènes de comédie et les sketches et chants que vous nous avez présentés, nous ont montrés que le qualificatif de meilleur qui vous est collé est bien choisi”, a dit M. Solitoki aux estivants.

“Vous savez, quand quelqu’un fait bien, il faut l’encourager à aller loin. Nous avons l’espoir que demain, vous allez assurer la relève de façon brillante”, a-t-il ajouté.

Rappelons le coup d’envoi de la troisième édition des vacances utiles et citoyennes avait été donné par Mme Tomégah Dogbé à travers une opération de salubrité publique à Lomé, à laquelle elle a participé, aux côtés de centaines de jeunes, membres d’associations.

Munis de balais, de râtaux, de pelles, brouettes et autres outils nécessaires, ils ont assaini les alentours du marché de Hanoukopé -- l’un des plus grands marchés de Lomé -- ainsi que les abords du Palais des Congrès de Lomé.

“Si tout le monde arrive à faire ce que nous sommes entrain de faire en ce moment, Lomé serait une belle capitale, parce qu’on ne peut pas parler de capitale lorsqu’on a des ordures, des odeurs nauséabondes comme

il y en a ici. Donc, ce qu’on est entrain de faire a un sens civique très poussé”, pense Yao Sylvestre Tonyikey, l’un des participants à cette opération de nettoyage, avant d’inviter tous les autres jeunes à leur emboîter le pas.

Les opérations de salubrité publique constituent l’un des volets du projet Vacances utiles et citoyennes. Elles ont mobilisé cette année environ 25.000 jeunes de la capitale et des villes de l’intérieur du pays.

Les meilleurs étudiants des universités de Lomé et de Kara -- une centaine -- ont bénéficié, pour leur part, de stages de formation d’un ou deux mois dans des sociétés partenaires du ministère du développement à la base.

Autre volet du projet: la sensibilisation des meilleurs élèves au BAC 2 sur les orientations possibles, le système LMD, et les inscriptions dans le Supérieur.

“Il s’agit de les orienter vers des filières porteuses afin de faciliter leur insertion sur le marché de l’emploi, à la fin de leurs études”, indique Mme Tomégah Dogbé.

Ajoutons que les Vacances Utiles et Citoyennes 2012 ont été soutenues par les Douanes Togolaises, Togo Telecom, Togo Cellulaire, la LONATO et le Port Autonome de Lomé entre autres ■

E.K.



PROGRAMME EXCELLENCE JEUNES



OBJECTIF

Le Programme Excellence Jeunes a pour ambition d'identifier et de suivre de jeunes africains aux cursus scolaires prometteurs, de leur transmettre la culture de l'excellence afin qu'ils puissent incarner un nouveau modèle d'entrepreneurs africains avec une vision et une éthique commune.

OBJECTIF SPECIFIQUE

Accompagner les jeunes en matière d'éducation dans un programme conçu pour développer leurs sens de l'entrepreneuriat et du leadership, et leur volonté de servir l'Afrique.

PROMOTION D'UNE NOUVELLE GENERATION
DE JEUNES LEADERS AFRICAINS

www.resexcell.org

Invité Spécial

Toofan

Groupe de chanteurs togolais

**Le Cool Catché,
plus qu'une musique...
un mode de vie,
une source d'inspiration
pour les jeunes**

Arrivé sur la scène musicale togolaise en 2005 avec le titre 'Eperviers Ogbragada' au moment où leur pays se préparait activement pour sa première participation à une phase finale de Coupe du Monde de football prévue l'année suivante en Allemagne, le groupe Toofan ne vendait pas chère sa peau. Mais au fil des années, les deux jeunes 'enfants terribles' du groupe, Barabas et Master Just, sont devenus des 'phénomènes' nationaux, voire internationaux, avec leur musique, le Cool Catché. Autant les nombreux jeunes du pays -- devenus, par la force des choses, des conducteurs de taxi-motos, communément appelés 'Zémidjan' -- se sont sentis valorisés à travers un tube qui leur a été dédié en 2008, autant les jeunes togolais dans leur ensemble regagnent peu à peu de l'espoir aujourd'hui, à travers le concept Cool Catché. Plus qu'une musique, c'est un mode de vie, une source d'inspiration pour les jeunes. Décryptage avec le groupe Toofan dans l'interview suivante.



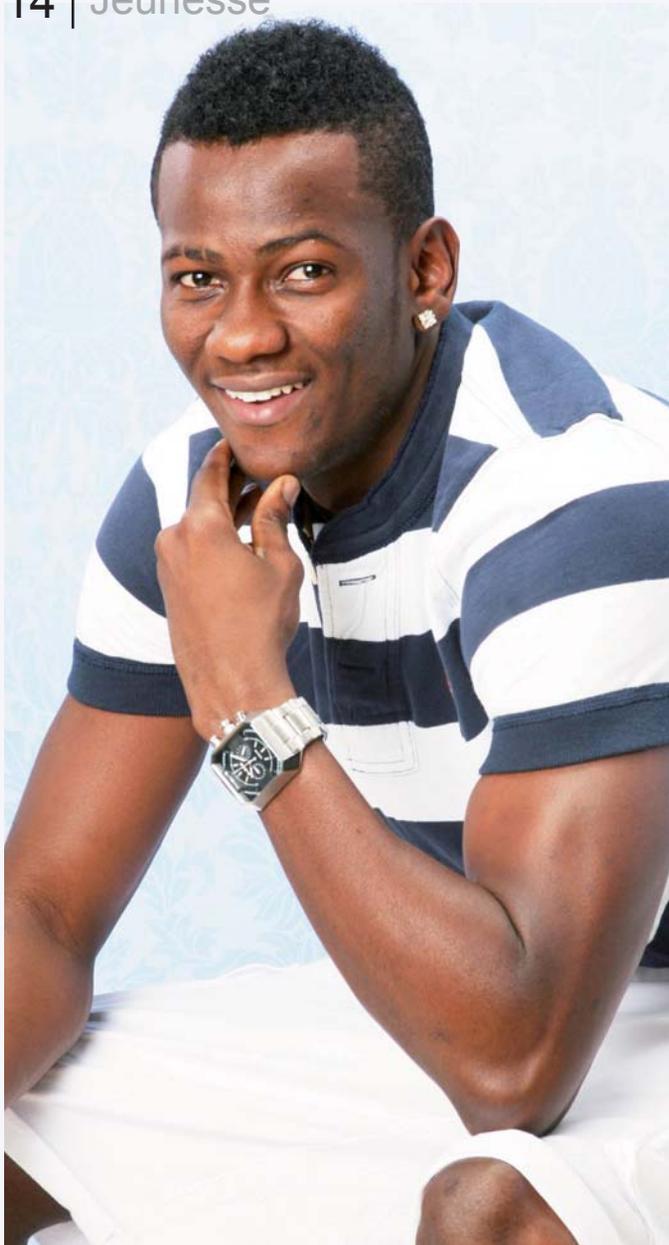


Photo Toofan

Ayao Enyonam Mensah, alias Barabas

Chroniques de la Base : Pourquoi le Cool Catché?

Barabas : Il fallait une identité musicale togolaise. Nous sommes restés longtemps consommateurs de musiques étrangères, notamment congolaise, ivoirienne, américaine etc. Cela devenait une tradition à laquelle le groupe Toofan a voulu faire entorse. Voilà pourquoi nous avons créé la tendance 'Cool Catché'.

Vous avez eu la chance d'écumer des scènes un peu partout à travers le Togo et à travers le monde. Comment les spectateurs en général et les jeunes en particulier réagissent-ils par rapport à votre musique?

Master Just : En général, c'est l'euphorie et nous sommes déjà très fiers. Les retours que nous avons sont positifs dans la mesure où notre récent concert au Tchad était bourré de monde et on a bien vu comment les

gens se défoulaient dans la foule avec des pas de danse. A Paris, c'était la même chose ; aux Etats Unis et partout où nous nous sommes produits. Ce qui nous fait dire que le groupe Toofan et le Cool Catché sont devenus un phénomène. Mais il nous faut encore plus nous imposer sur l'échiquier national et international.

En quoi justement avez-vous le sentiment que votre musique constitue une source d'inspiration pour les jeunes Togolais?

Barabas : Rien qu'en sortant dans la ville et en voyant les jeunes danser ou s'essayer à cette musique, nous avons le sentiment que le cool catché répond aux aspirations des Togolais, surtout les jeunes. Il y a comme une émulation, un certain enthousiasme autour du concept 'Cool Catché'.

Au delà de l'enthousiasme que votre musique suscite et de la nécessité de disposer d'une musique authentique au Togo, en quoi les jeunes s'identifient-ils à travers votre musique?

Master Just : Aujourd'hui, le cool catché, ce n'est pas seulement une danse, ni une musique ; c'est aussi un mode de vie. C'est un mode de vie en ce sens que qu'il permet à de nombreux jeunes de rester positifs, de lutter contre les difficultés de la vie et d'espérer des lendemains meilleurs. Ce faisant, ils évitent d'attirer sur eux des énergies négatives. Pour une jeunesse qui sort de plusieurs années de déceptions, il n'y a rien de plus revigorant qu'un concept comme celui que nous avons créé pour leur redonner espoir.

On imagine que vous vous êtes inspirés de votre propre histoire parce qu'ayant plus ou moins vécu dans les mêmes conditions que vos autres concitoyens?

'Personne ne vendait chère notre peau à nos débuts, mais avec un peu de persévérance et d'espoir, nous sommes arrivés à nous imposer'. *Barabas*

Barabas : En effet... On ne veut pour exemple que notre propre groupe dont personne ne vendait chère la peau à nos débuts, mais avec un peu de persévérance et d'espoir, nous sommes arrivés à nous imposer. C'est également le cas du groupe ivoirien Magic System, parti de rien pour devenir des super stars en Europe. C'est aussi le cas d'Adébayor, devenu une grande star mondiale. Une

façon de dire qu'on y arrive toujours en positivant. Et c'est la dynamique que nous entendons insuffler à travers le 'Cool Catché'. Nous venons d'un quartier où personne ne nous connaissait. L'essentiel pour nous, qu'on soit menuisier ou footballeur, est qu'il faut aller jusqu'au bout dans ce que l'on fait.

'Le vrai Cool Catcheur pour nous, c'est celui-là qui est fier de ce qu'il fait, qui a toujours foi en ce qu'il fait'.*Master Just*

Master Just : Si vous voulez, le vrai cool catcheur pour nous, c'est celui-là qui est fier de ce qu'il fait, qui est fier de son bled, qui a toujours foi en ce qu'il fait. Aujourd'hui, nous Toofan, sommes entrain de percer dans notre milieu : la musique. De même, le vrai cool catcheur menuisier, c'est celui-là qui a envie d'innover dans son métier et a pour ambition de devenir demain un monument dans son art. Le vrai cool catcheur en définitive, c'est celui-là qui part de rien et qui essaie de construire son univers avec espoir.

Un battant, en somme ?

Master Just : Tout à fait. Pour la petite anecdote, l'idée est venue du fait qu'en Afrique, lorsque vous saluez quelqu'un, il te répond 'Cool' ; et quand tu lui demandes, mon frère pourquoi tu es si calme, il te répond j'ai trop de problèmes. Donc le fait d'avoir répondu 'ça va très bien' avant de te sortir ses problèmes, c'est déjà un signe d'espoir en Afrique. Et pour nous, c'est ça qui est le plus important. C'est pourquoi nous avons appelé ce mode de vie, le Cool Catché. C'est le mouvement de l'espoir, la fierté en soi, et la foi.

Aujourd'hui dans le contexte social togolais où vous représentez un espoir ou une inspiration pour ces nombreux jeunes, quel message avez-vous justement, dans le concept cool catché, à lancer à ces jeunes qui sont dans les quartiers où les conditions de vie sont difficiles ?

Master Just : Le message, il est simple : C'est le cool catché. Aujourd'hui nous, nous avons eu la chance d'avoir du succès, de rencontrer des gens, de beaucoup voyager et de connaître beaucoup de pays. La situation en Afrique est la même partout et je vais dire à mes frères togolais qu'au Togo, on vit mieux qu'ailleurs. Donc n'essayons pas de nous renfermer dans notre situation et de dire tout le temps que ça ne va pas au Togo et que



Photo Toofan

Kossivi Sourou Fantohou, alias Master Just

l'on souffre. Nous, on a chance d'aller dans ces pays et on voit réellement ce qui s'y passe. Au Togo, on vit mieux qu'ailleurs. Et quand les jeunes se disent ça, il y a ce vent d'espoir qui souffle et qui forcément frappera à leur porte un jour et qui leur ouvrira la porte du succès. Donc, c'est une question de foi, toujours rester cool catché ; c'est dans la tête que cela se passe.

Aujourd'hui, à partir du cool catché, il y a des dérivés. Comment vous sentez-vous en voyant votre compatriote Kossi Apeson initier le 'Cool Catché Gazo' qui est une fusion de votre musique et du rythme traditionnel 'Gazo', ou encore d'autres artistes qui créent le 'Cool Catché Armée' par exemple ?

Barabas : Nous sommes et serons plus forts dans la diversité. Nous aujourd'hui, sommes entrain de faire du

cool catché urbain, moderne, juste par notre manière de nous habiller. Mais, il y a plusieurs de nos compatriotes qui veulent faire du cool catché, tout en restant traditionnels. Et nous n'y trouvons aucun inconvénient. Donc, je dirai qu'en diversifiant la tendance, elle prend plus d'ampleur, et c'est une grosse fierté pour nous, parce qu'on sent qu'il y a des gens qui sont conscients que pour que le Togo ait un nom, une identité, il faut marcher sur la tendance.

Quelles sont vos perspectives aujourd'hui en termes d'évolution du groupe Toofan?

Master Just : Nous sommes, à la base, des jeunes très rêveurs. Nous ne faisons pas de rêves démesurés, mais nous Toofan, on est très rêveurs. Nous nous imaginons en monument, un monument de l'art. Et pour nous un monument, c'est celui-là qui, grâce à son talent, a su marquer son temps et les générations futures. Et on espère terminer en monument comme Michael Jackson, Manu Dibango, un exemple pour toute la jeunesse africaine.

Barabas : En arrivant dans la musique, on était déjà conscient du fait que le Togo était en retard en matière de musique sur le plan international. En arrivant avec le concept Ogbragada qui s'est décliné en la danse Cool Catché qui a pris, il y a en même temps cette pression de ne pas voir le cool catché mourir. On a envie de le voir grandir. C'est pourquoi aujourd'hui, c'est une fierté quand on retrouve les artistes comme Apeson, JB Mohab, 109 Connexion et d'autres artistes comme Serges Beynaud et d'autres ivoiriens dont j'ignore le nom, dans le mouvement. Il faut se dire aujourd'hui que nous sommes dans un tunnel dont on n'a pas encore vu le bout. Il faut bosser encore dur pour y arriver ■

Propos recueillis par E.K.





Couleurs communes

Ils sont une cinquantaine de jeunes filles et garçons originaires du Togo et du Burkina et agitent des drapelets aux couleurs communes de leur deux pays, en signe de plaidoyer à une réelle intégration sous régionale après un périple de deux semaines à travers le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Togo, soit environ 4.000 km de route.

Conduit par le religieux assumptionniste burkinabé, Père Jean-Paul Sagadou, ce groupe hétéroclite de jeunes africains, composé de musulmans, de catholiques et de protestants, a dédié son "voyage d'intégration" à la réconciliation en Côte d'Ivoire, pays qui sort peu à peu d'une décennie de crise politique, à la faveur de l'amorce d'un processus de réconciliation.

Quatrième voyage du genre, l'initiative du Père Sagadou, vise à favoriser l'intégration sous régionale par des échanges entre les jeunes et à développer chez eux une culture du dialogue interculturel et interreligieux. Il vise également à promouvoir les relations entre les peuples et entre les nations au service de la paix et de la solidarité.

Ces voyages d'intégration sont également destinés à lutter contre les discriminations fondées sur le sexe, la religion, l'origine nationale et ethnique et à favoriser le respect des valeurs humaines et spirituelles des peuples sans distinction.

En 2009, les participants étaient réunis au Burkina Faso sous le signe de la citoyenneté. En 2010, ils étaient au Bénin pour une rencontre des cultures. En 2011, leur voyage au Mali était destiné à favoriser la renaissance africaine.



‘Lorsque l’on sort de son pays pour aller rencontrer d’autres. Cela crée vraiment une relation humaine’ .Père J-P Sagadou

“L’intuition originelle, c’est le grand souci de permettre aux jeunes de s’ouvrir. J’ai le sentiment que les jeunes bougent beaucoup aujourd’hui tout en étant sur place. On a des téléphones portables, on a internet, et on peut, tout en restant chez soi, rencontrer du monde. Mais ce n’est pas la même chose lorsque l’on sort de sa maison, de sa ville, de son pays pour aller rencontrer d’autres. Cela crée vraiment une relation humaine”, estime le Père Sagadou.

“Au cours de ces voyages, les jeunes découvrent les dures réalités de notre sous région d’abord par l’état de ses routes qui sont difficilement praticables et qui ralentissent le voyage. La deuxième difficulté, c’est qu’ils se rendent compte qu’il y a beaucoup de discours qu’on entend autour de l’intégration africaine, et là, ils touchent du doigt que ce n’est pas si évident que ça ou du moins que nous sommes encore en chemin”, ajoute Père Sagadou.

“Quand bien même nous avons nos cartes d’identité, nos carnets de vaccination sur nous, on nous a toujours faits payer quelque chose aux frontières”, fustige-t-il subtilement.

Pour lui, ce genre de voyages “participe de l’éveil de conscience de cette jeunesse là qui se rend compte que tout le travail n’est pas encore fait et qu’à son tour, elle doit s’investir pour améliorer les conditions de vie de notre sous région.

Certains jeunes interrogés par Chroniques de la Base, ont avoué être édifiés par ce périple.

‘Il faut briser les frontières qui nous séparent des autres pays, pour accéder à ce développement’ .Sylvie Bamogo, Jeune Burkinabè

“L’on ne peut prétendre au développement en restant enfermé chez soi. Alors, s’ouvrir aux autres s’impose à nous comme un impératif vital. Et donc pour accéder à ce développement là, il faut briser les frontières qui nous séparent des autres pays pour donc apporter aux autres ce que nous savons et ce que nous faisons chez nous”, estime Sylvie Bamogo, une participante burkinabè.

Roger Koffi, son nouvel ami togolais, lui, a retenu au terme de ce voyage que “nous nous devons de cultiver l’amour ici en Afrique plutôt que d’encourager la guerre et tous les autres facteurs de divisions qui font qu’on parle mal de nous ailleurs, et qui font que les occidentaux ont une vision assez négative de notre continent africain”.

L’initiative des voyages d’intégration du Père Sagadou a trouvé un écho favorable auprès des autorités togolaises.

“Le Togo fera tout pour accueillir la cinquième édition l’année prochaine”, a promis Victoire Tomégah Dogbé, la ministre en charge de la jeunesse, avant d’inviter les jeunes Togolais à se mobiliser massivement pour profiter de l’expérience des autres pays qui seront présents à Lomé.

‘On ne peut pas parler d’intégration si les peuples ne font pas l’effort de s’accepter’ .Victoire Tomégah Dogbé

“On ne peut pas parler d’intégration si les peuples des différents pays ne font pas l’effort de se connaître et de s’accepter. Et donc, c’est un exemple que les jeunes donnent en nous disant : Allons vers les autres, apprenons à les accepter malgré les différends qui nous opposent ; apprenons à les respecter aussi si nous voulons être respectés”, a estimé Mme Tomégah Dogbé ■

E.K.

Réussir ensemble



Déjà plus de 25 nationalités
pour bâtir une compagnie aérienne solide

ASKY Airlines, la compagnie aérienne communautaire créée par les institutions financières de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et le secteur privé (BOAD, BIDC, le groupe ECOBANK, ...) est née de la volonté des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO et de l'UEMOA de se doter d'un important outil d'intégration : Une compagnie aérienne solide.

ASKY Airlines exploite des avions de nouvelle génération B737-700 et Bombardier Q400 d'une moyenne d'âge de 4 ans et a pour partenaire stratégique Ethiopian Airlines.

ASKY Airlines a son siège à Lomé (Immeuble CEDEAO), emploie plus de 25 nationalités et dessert 20 pays en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Notre expansion, inlassablement, se poursuit.
Ensemble, bâtissons une compagnie aérienne communautaire solide.

www.flyasky.com



PROVONAT

Déjà 2000 Volontaires Nationaux! 500 autres avant fin 2012

Une nouvelle vague de 500 Volontaires Nationaux mobilisés dans le cadre du programme de Promotion du Volontariat National au Togo (PROVONAT) ont prêté serment le 03 juillet dernier à Lomé, portant à 2.000 le nombre total de volontaires mobilisés par ce programme depuis son lancement en septembre 2011. Quelque 500 autres devraient être enrôlés par ce programme avant la fin de cette année.

Le PROVONAT se veut un programme ambitieux destiné à permettre aux jeunes diplômés sans emploi d'acquérir leurs premières expériences professionnelles afin de mieux se vendre plus tard sur le marché du travail. Il véhicule par la même occasion des valeurs de citoyenneté et d'engagement pour le développement socio-économique du Togo.

Les volontaires sont déployés notamment dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, du développement local, de l'administration, de la communication pour une période d'un an renouvelable cinq fois, avec à la clé une allocation forfaitaire mensuelle de subsistance de 40.000 ou 60.000 F CFA selon leurs qualifications.

500 millions de F.CFA ont été débloqués par l'Etat togolais pour soutenir ce programme en 2011.

Pour le compte de l'année 2012, l'Etat a porté sa

contribution à 780 millions de F.CFA.

En avril dernier, le PROVONAT a été régionalisé avec la mise en place de 5 Centres Régionaux du Volontariat (CRV) destinés à rendre ledit programme plus accessible aux jeunes de toutes les régions du Togo.

Les 5 CRV sont des ONG qui ont été retenus à l'issue d'un processus compétitif. Ils constituent des antennes régionales ayant pour mission de suivre, d'accompagner les volontaires nationaux en mission, de mobiliser les candidats ainsi que les structures d'accueil et de promouvoir le volontariat au niveau des cinq régions administratives et économiques du pays.

L'ONG Partage et Action en Synergie pour le Développement (PASYD) a été ainsi retenue pour la région maritime ; l'Association Ile de Développement (AIDE), pour la région des plateaux et le Groupe de Recherche Action pour le Développement Socio-économique (GRADSE) pour la région centrale.

Dans la région de la Kara, c'est l'ONG Santé Rurale en Afrique (SAR-AFRIQUE) qui est chargée de coordonner les actions de promotion, de gestion des volontaires nationaux et du conseil des candidats au volontariat national pendant que l'ONG Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto développement (RAFIA) assume cette tâche dans la région des Savanes.



Photo Erick Kaglan

Avant leur déploiement sur le terrain, les Volontaires Nationaux reçoivent une formation aux valeurs et principes du volontariat

Un dispositif qui marche...

“Vous ne pouvez pas imaginer combien le PROVONAT permet à ces jeunes diplômés et primo-demandeurs d’emploi de participer au processus de développement de notre pays, de cultiver un certain nombre de valeurs et de se faire une première expérience. Il n’y a qu’à les rencontrer, échanger avec eux pour s’en convaincre. Vous ne pouvez pas non plus imaginer combien les structures qui accueillent ces volontaires nationaux sont satisfaites de l’apport de ce dispositif et des services des volontaires”, affirme Mme Tomégah-Dogbé.

“A travers le PROVONAT, des jeunes ont déjà trouvé une situation meilleure. Certains ont même eu un emploi stable dans des organisations internationales comme la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), l’IFDC, etc. D’autres sont devenus des Volontaires des Nations Unies. D’autres encore ont bénéficié de formations de renforcement de capacités notamment au Sénégal, en France, au Japon etc.”, précise la ministre.

Rappelons que le «Volontaire National» (VN) est une personne qui accepte de son plein gré une tâche, une mission, et qui s’engage à plein temps sur une période déterminée et dont les frais de subsistance sont pris en charge.

A la différence d’un bénévole, le volontaire

reçoit une allocation de subsistance en échange de son engagement à temps plein. Les Volontaires Nationaux sont des jeunes diplômés et primo-demandeurs d’emplois qui profitent de leur engagement en tant que volontaire pour développer leurs compétences.

Les missions confiées aux “Volontaires Nationaux” sont d’une durée minimale de 6 mois et d’une durée maximale de 12 mois (avec renouvellement possible), mais la durée cumulée des missions ne devra pas dépasser 5 ans.

Avant leur déploiement, les VN reçoivent une bonne dose de formation aux “valeurs et principes” du volontariat ainsi qu’aux outils et procédures d’intégration au sein d’une organisation. Ils prêtent ensuite serment en jurant d’accomplir leur mission “en toute intégrité, objectivité, avec dévouement, humilité, solidarité, professionnalisme” et de se conformer à “toutes les dispositions juridiques réglementant le volontariat national au Togo”.

Cette initiative de l’Etat togolais est fortement soutenue par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Programme des Volontaires des Nations Unies (PVNU) et France Volontaires ■

E.K.

PROVONAT

Victoire T. Dogbé

Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

Objectif 5.000 Volontaires/an

Lancé officiellement en septembre 2011 dans un contexte de crise de l'emploi généralisée touchant particulièrement les jeunes diplômés et primo-demandeurs d'emploi, le programme de Promotion du Volontariat National s'impose de plus en plus comme une porte de sortie pour la frange la plus importante de la population togolaise, longtemps restée ou rendue oisive. Ce programme d'amélioration de l'employabilité des jeunes ambitionne de mobiliser jusqu'à 5.000 volontaires nationaux chaque année et de contribuer aux côtés des autres dispositifs nationaux pour freiner le chômage et le sous-emploi des jeunes, comme nous le rappelle ici, Victoire Tomégah Dogbé, la ministre du développement à la base, en charge de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

Chroniques de la base: Le PROVONAT est-il la solution du gouvernement togolais pour résorber le chômage?

Victoire Tomégah Dogbé: En partie, oui, surtout si l'on considère le volet employabilité, parce qu'en réalité, l'un des problèmes d'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi est leur manque d'expériences professionnelles. Avec le PROVONAT, nous donnons, non seulement l'opportunité aux jeunes diplômés et primo-demandeurs d'emplois d'acquérir une première expérience technique, mais également de développer des compétences non techniques que l'on retrouve dans les valeurs de civisme, d'engagement, de partage et de solidarité afin de mieux se vendre plus tard sur le marché de l'emploi. Le PROVONAT est donc l'un des dispositifs sur lesquels nous nous appuyons pour freiner le chômage des jeunes. A côté de cela, notre pays dispose d'autres dispositifs comme le programme d'Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche (AIDE) qui est un mécanisme permettant de placer les jeunes en stage dans les entreprises privées pendant une durée de six mois renouvelable une fois. Il y a aussi le projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes artisans qui nous permet de former des jeunes artisans en entrepreneuriat et de leur procurer des kits d'outillage pour leur permettre de démarrer leurs activités, parce que la plupart du temps, nombre d'entre eux se retrouvent à

ne pas pouvoir exercer leur métier, faute de moyens ou de connaissances en entrepreneuriat. Par ailleurs, nous accompagnons les jeunes entrepreneurs en les formant et en leur facilitant l'accès au financement. Mais pour régler la question du chômage des jeunes de façon durable, nous travaillons activement sur un plan stratégique opérationnel spécifique de l'emploi des jeunes avec le concours de la Banque Africaine de Développement.

Le PROVONAT, dans sa conception, n'est pas un emploi définitif ; quelle est l'alternative quand les premiers contrats seront à terme ?

Je voudrais relever que le PROVONAT n'est d'ailleurs pas un programme d'emploi. C'est un mécanisme qui prépare les jeunes à l'emploi en leur permettant d'acquérir leurs premières expériences professionnelles, parce qu'on considère que le jeune a pu, durant sa formation, acquérir des connaissances théoriques qui ont besoin d'être confrontées à la réalité du terrain. De ce fait, il s'agit plutôt d'un contrat de volontariat national qui est conclu pour une durée minimale de 6 mois et une durée maximale de 12 mois avec la possibilité de renouvellements jusqu'à 5 ans pour ceux qui le méritent. C'est-à-dire que les jeunes qui n'auraient pas trouvé mieux au bout de leur première année de volontariat et qui se seraient montrés performants durant leur mission se verront leurs contrats



Photo Erick Kaglan

renouvelés. En principe, un jeune qui se donne à fond durant sa mission au bout de deux ans devrait développer les compétences nécessaires pour s'insérer facilement sur le marché. Pour être proactif de notre côté, nous menons une réflexion dans le sens de la mise en œuvre d'un mécanisme de facilitation de l'insertion des volontaires en fin de mission. C'est pour cela que j'ai ordonné une étude qui nous permettra d'identifier les principaux canaux devant faciliter l'insertion post-volontariat de ces jeunes. Et nous y travaillons sérieusement.

Ils sont de plus en plus nombreux ces jeunes qui souscrivent au volontariat national ; ce qui traduit l'ampleur du chômage au Togo. Mais combien de jeunes seriez-vous à même de placer chaque année pour freiner le phénomène?

Nous en placerons autant que possible, suivant nos moyens et les capacités des structures d'accueil à les absorber. De septembre dernier à juillet, soit en l'espace de 10 mois, nous en avons placé 2000, soit un peu plus que le nombre que nous espérions placer annuellement, et nous comptons mobiliser 500 autres volontaires avant la fin de cette année. Nous avons dû mettre les bouchées doubles pour arriver à ce nombre. En revanche, il nous faut rester modestes et avouer que le PROVONAT à lui seul ne saurait régler tout le problème. Nous avons également comme défi

d'aller au-delà du nombre de 1500 jeunes volontaires que nous prévoyons de mobiliser chaque année. Nous pensons que compte tenu de l'ampleur du chômage, nous devons aller jusqu'à 5.000 volontaires par an. C'est une ambition et c'est toute une structure qu'il faut pour gérer cela. Donc, il faut aller au-delà du programme, créer une agence de volontariat national ; et là également, nous sommes dans le processus de la mise en place de cette agence qui commence par des études. Nous pensons que d'ici l'année prochaine, l'agence pourrait se mettre en place après l'identification des principaux canaux d'insertion des volontaires. Il s'agit également de mobiliser le plus grand nombre d'acteurs autour du volontariat, avoir le maximum de ressources pour placer le maximum de volontaires. C'est dans ce cadre qu'en plus de l'appui du PNUD, du Programme de Volontariat des Nations Unies, de France Volontaires, mon département a conclu un partenariat avec les agences du Système des Nations Unies présentes au Togo pour mobiliser et financer les postes des volontaires sur leurs projets et programmes. Par ailleurs, nous sommes entrain de mener une réflexion sur un système de cofinancement des structures bénéficiaires des services des volontaires ■

Propos recueillis par E.K.

PROVONAT

De VN en VNNU

“Le
PROVONAT
m’a vraiment
ouvert les portes”

Je m’appelle Philippe T. Nima Adjam, 29 ans, Sociologue, spécialiste en Développement Communautaire/Education. Je suis nanti d’un Diplôme d’Etudes Approfondies (DEA) en Sociologie de l’Université de Lomé en 2008.

Je fais partie de la première vague des Volontaires Nationaux qui ont pris fonction le 03 octobre 2011. Le PROVONAT m’a affecté auprès du Ministère du Développement à la Base, de l’Artisanat, de la Jeunesse et de l’Emploi des Jeunes où j’assistais au cabinet dudit ministère le chargé du diagnostic participatif et du suivi évaluation des projets initiés par le ministère.

Le ministère, à son tour, m’a affecté dans la région de la Kara auprès du Point Focal du ministère, où je me suis vraiment senti confronté à la réalité du travail sur le terrain. Une expérience pas facile certes, mais assez édifiante, qui m’a permis de me rendre compte des énormes défis à relever dans mon pays pour une société épanouie.

Mon travail consistait essentiellement à assister le point focal dans le suivi des Plateformes Multifonctionnelles (PTFM), le suivi des groupements féminins de la Fédération des Unions des Groupements Féminins de la Kozah qui expérimente pour la première



Photo Erick Kaglan

fois une opération d’octroi de microcrédit à ses membres.

Ces quelques expériences m’ont permis de postuler au Programme des Volontaires des Nations Unies (PVNU) du PNUD qui m’a retenu pour une mission qui a débuté en mai dernier. J’ai été affecté auprès du Centre Régional du Volontariat de la région de la Kara abrité par Sar-Afrique où je suis chargé du suivi-accompagnement et de mobilisation.

Pour moi, c’est une grande promotion de passer, en l’espace de quelques mois, de l’étape de volontaire national à celle de volontaire des Nations Unies ; ce qui améliore du coup ma situation et me confie plus de responsabilités.

C’est pour vous dire que le PROVONAT m’a vraiment ouvert les portes de ma mission de volontariat auprès des Nations Unies. C’est une fierté en tout cas, et je pense que c’est ma persévérance, mon niveau d’engagement et ma foi en un lendemain meilleur, qui se sont révélés bénéfiques et concluants. Et je peux vous dire que je suis plus que jamais rassuré par rapport à ma carrière professionnelle ■

Tel: +228 90 25 93 34/ 98 47 20 20.

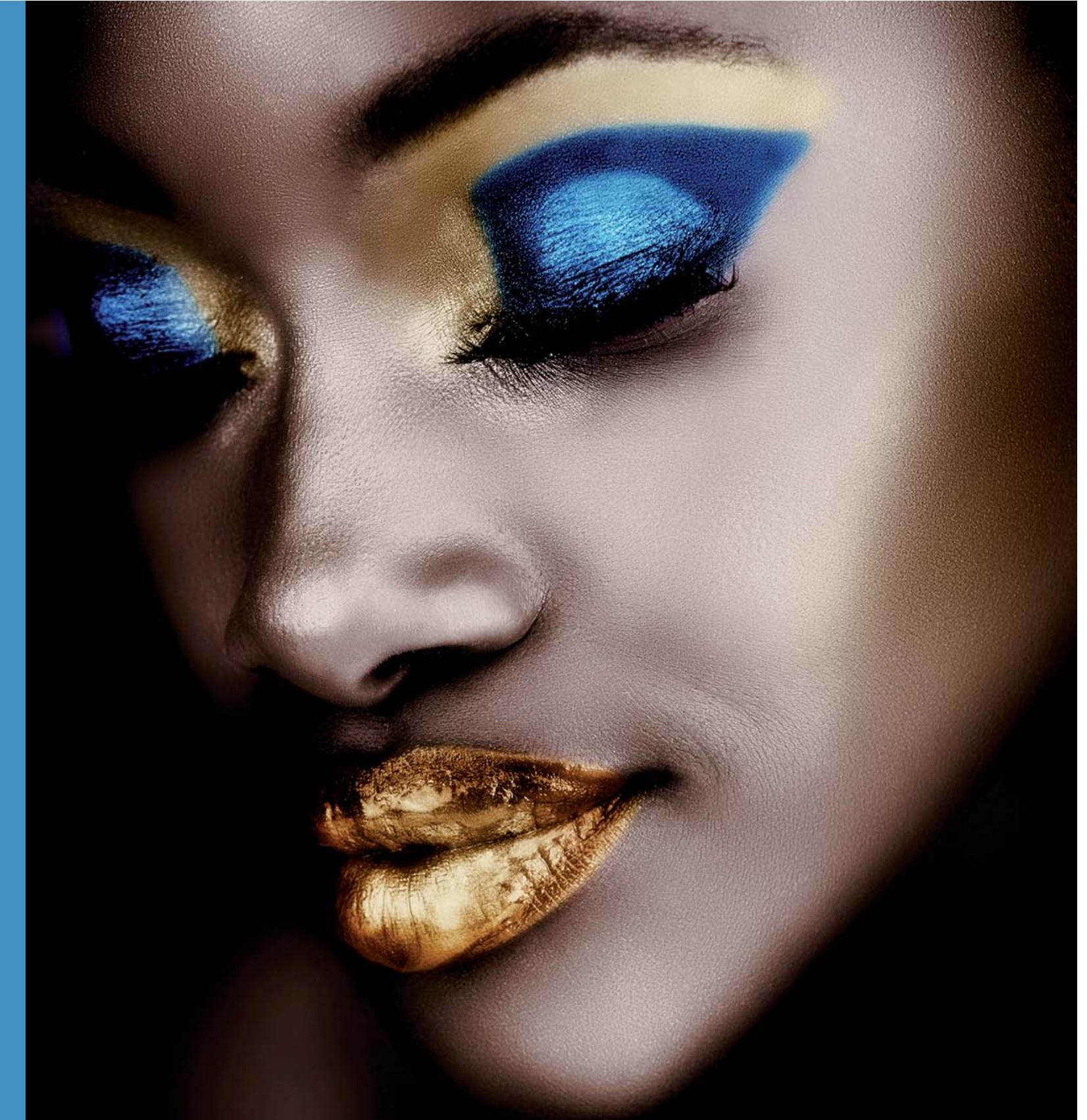
Email: felip_01@yahoo.fr/zarud@hotmail.fr



Programme de Promotion du Volontariat National au Togo (PROVONAT)
provonat.tg@gmail.com / Tel. : +228 22 20 25 61 / www.provonat.tg

Avec le soutien de ses partenaires





Toutes les couleurs du Togo
Toutes les couleurs de l'info

republicoftogo.com

Entreprenariat

Apprêtez vos projets ! Le FAIEJ arrive...

Créé par décret en avril dernier à la suite d'une loi votée en 2006, le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) devrait être opérationnel "avant fin 2012".

"Le fonds sera opérationnel avant la fin de cette année. Le processus d'opérationnalisation a déjà commencé et toutes les structures du fonds, notamment le comité national de coordination, le comité de gestion, le comité technique préfectoral et la direction générale auront été déjà mis en place avant la fin de l'année, selon nos prévisions", indique le directeur de l'emploi des jeunes, Arime Télata Anala.

Le FAIEJ est un mécanisme de financement destiné à faciliter la création de microprojets d'emploi initiés par les jeunes togolais. Ouvert à "tout jeune ayant une idée de création d'emploi", le FAIEJ veillera cependant à la "pertinence" des projets présentés.

"A priori, tous les secteurs d'activités sont éligibles au fonds, principalement le secteur agricole, la transformation agroalimentaire, la production céréalière, le secteur de l'artisanat, le secteur des technologies de l'information et de la communication, sans oublier celui des énergies renouvelables ou encore le commerce, mais il faut que les projets présentés soient pertinents et réalisables", souligne M. Anala.

"Il est apparu nécessaire de créer ce fonds pour promouvoir l'auto emploi des jeunes à travers le financement des projets de création de petites et moyennes entreprises qui sont pourvoyeurs d'emplois décents pour les jeunes", explique t-il.

Pour lui, les conditions imposées par les institutions financières classiques, notamment les cautions et garanties exigées, ne sont souvent pas à la portée des jeunes, d'où la nécessité de "lever ce goulot d'étranglement en mettant sur pied un fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes qui va octroyer des crédits aux jeunes à des taux bonifiés".

Outre le financement des projets, le FAIEJ

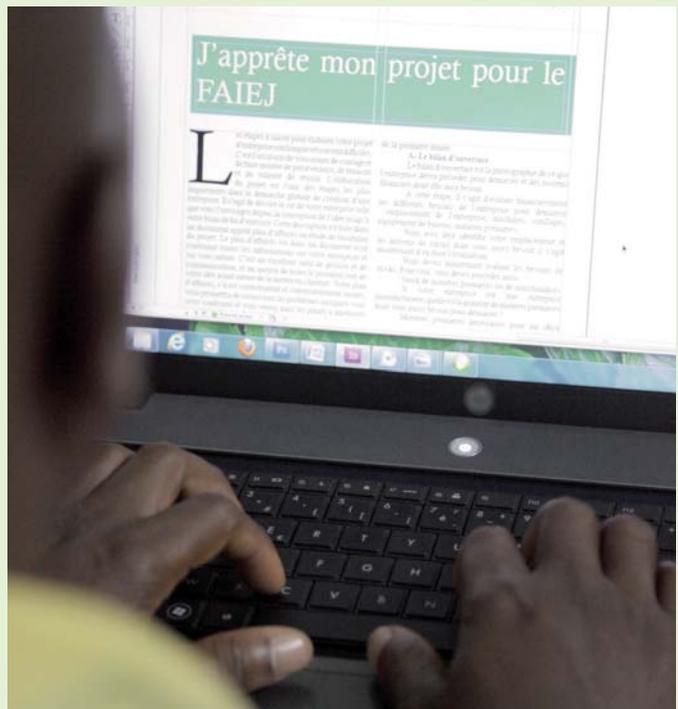


Photo Erick Kaglan

prévoit également le renforcement des capacités des jeunes à gérer les crédits qu'ils auront contractés afin de rentabiliser leurs entreprises.

"Cela veut dire concrètement que le fonds a prévu la formation pré et post entreprise. C'est de la responsabilité du fonds d'assurer la rentabilité du crédit et la pérennité des entreprises créées, parce qu'on ne peut pas octroyer du crédit à un jeune, si on ne s'assure pas qu'il a les qualités et compétences nécessaires pour gérer ce crédit. Les jeunes qui arriveront vers le fonds auront certainement de bonnes idées d'entreprises mais peut être pas les compétences et capacités pour réaliser leurs projets. Donc, la formation est essentielle et incontournable", explique le directeur de l'emploi des jeunes ■

E.K.

Trucs & Astuces

Comment rédiger son projet d'entreprise (suite et fin)

Les étapes à suivre pour élaborer votre projet d'entreprise sont longues et souvent difficiles. C'est l'occasion de vous armer de courage et de faire montre de persévérance, de ténacité et de volonté de réussir. L'élaboration du projet est l'une des étapes les plus importantes dans la démarche globale de création d'une entreprise. Il s'agit de décrire la vie de votre entreprise telle que vous l'envisagez depuis la conception de l'idée jusqu'à votre bilan de fin d'exercice. Cette description est faite dans un document appelé plan d'affaires ou étude de faisabilité du projet. Le plan d'affaires est donc un document écrit contenant toutes les informations sur votre entreprise et sur vous-même. C'est un excellent outil de gestion et de communication, et un moyen de tester le potentiel réel de votre idée avant même de la mettre en chantier. Votre plan d'affaires, s'il est correctement et convenablement monté, vous permettra de cerner tous les problèmes auxquels vous serez confronté et vous verrez ainsi les points à améliorer ou à abandonner. La rédaction du plan d'affaires doit se faire soigneusement. Il doit être clair, concis, précis, réaliste et réalisable. Le plan d'affaires comprend, outre la table des matières et le résumé, les cinq points suivants, dont les trois premiers ont été abordés dans nos précédentes éditions.

I - Etude technique du produit

II - Etude de marché

III - Votre mise en marché

IV - Etude financière

V - Analyse et commentaires des principaux outils de Gestion

Dans ce numéro, nous vous présentons l'Etude financière.

IV - ETUDE FINANCIERE

Ce chapitre d'une importance capitale, vous permettra d'une part, de chiffrer ce dont vous aurez besoin pour la création et le bon fonctionnement de votre entreprise, d'autre part de chiffrer ce que vous attendrez comme résultat de votre entreprise sur au moins 4 ans. Il comprend : le bilan d'ouverture, le compte d'exploitation prévisionnel, le plan de trésorerie et le bilan prévisionnel

de la première année.

A- Le bilan d'ouverture

Le bilan d'ouverture est la photographie de ce que l'entreprise devra posséder pour démarrer et des moyens financiers dont elle aura besoin.

A cette étape, il s'agit d'évaluer financièrement les différents besoins de l'entreprise pour démarrer : emplacement de l'entreprise, machines, outillages, équipement de bureau, matières premières.

Vous avez déjà identifié votre emplacement et les moyens de travail dont vous aurez besoin il s'agit maintenant d'en faire l'évaluation.

Vous devez maintenant évaluer les besoins de stocks. Pour cela, vous devez procéder ainsi :

Stock de matières premières ou de marchandises

Si votre entreprise est une entreprise manufacturière, quelle est la quantité de matières premières dont vous aurez besoin pour démarrer ?

Matières premières nécessaires pour un objet multiplié par le Nombre d'objets fabriqués en un jour = Quantité journalière

Quantité journalière multiplié par le Nombre de jours ouvrables par mois = Quantité totale mensuelle

A quel montant correspond cette quantité ?

Quantité mensuelle multiplié par le coût des matières premières = évaluation financière du stock mensuel. C'est cette évaluation que vous devez faire figurer au bilan d'ouverture.

N.B. : Selon les types de production, on pourra retenir pour cette évaluation un stock de 1 à 3 mois.

Si votre entreprise est une entreprise commerciale, quelle est la quantité de marchandises dont vous aurez besoin pour démarrer ?

Choisissez quelques produits tests et évaluez la quantité que vous prévoyez de vendre chaque jour.

Quantité journalière multiplié par le Nombre de jours ouvrables par mois = Quantité totale mensuelle.

A quel montant correspond cette quantité ?

Coût unitaire multiplié par la Quantité mensuelle = Montant mensuel.

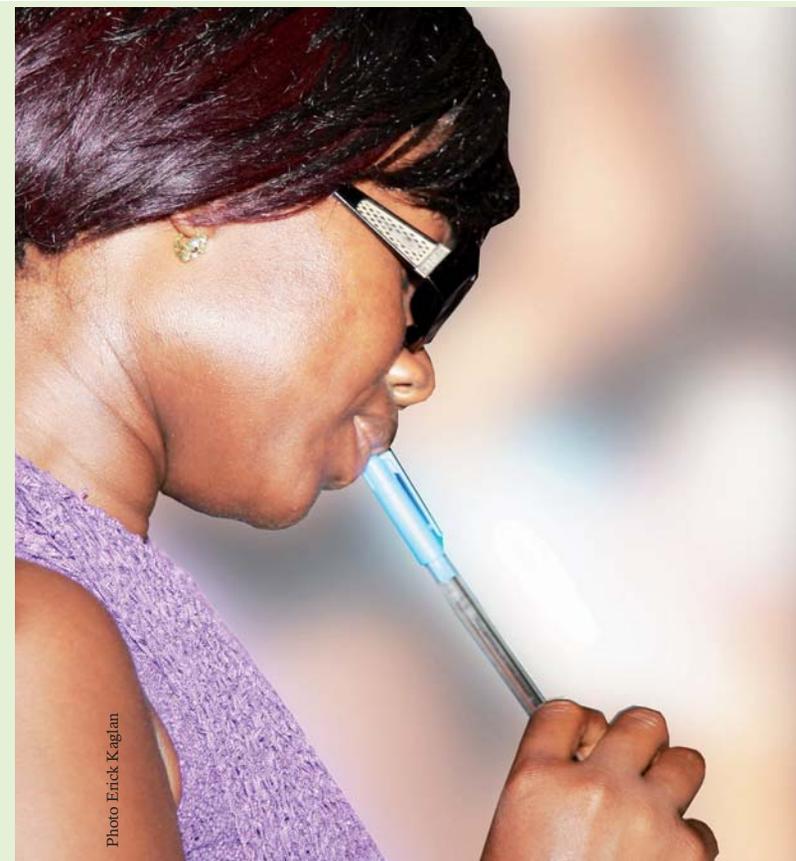


Photo Erick Kagan

Faites les mêmes opérations sur les autres produits tests choisis et additionnez les montants mensuels. Le total sera l'évaluation financière du stock mensuel apporté au bilan d'ouverture.

Sources de financement

Vous venez de chiffrer, de façon exhaustive, ce que coûtera votre entreprise au démarrage.

Comment vous procurerez-vous les fonds nécessaires ?

En d'autres termes, quelles sont vos sources de financement ?

Récapitulez les montants de vos différentes sources de financement : économie personnelle, dons (parents, amis, ...), subventions, part des associés, emprunts auprès des banques, etc.

Vous pouvez maintenant élaborer le bilan d'ouverture de votre entreprise.

Le bilan d'ouverture est un tableau à deux (2) colonnes au moins, présentant la situation de l'entreprise à son démarrage. Il est composé de deux (2) parties : l'Actif et le Passif.

L'actif est composé de tout ce que possède l'entreprise. Le passif indique les sources de financement de ce que possède l'entreprise. On appelle 'passif' l'ensemble des fonds n'appartenant pas à l'entreprise et qui devrait être remboursé si l'entreprise doit s'arrêter.

B- Le Compte d'exploitation prévisionnel

C'est le document financier qui retrace la vie de l'entreprise. Il se compose de deux parties :

1°) les dépenses ou les charges de l'entreprise

2°) les recettes ou les produits de l'entreprise

Vous devez connaître :

Quel sera le montant de vos ventes pour le premier mois ? Quelles seront vos ventes annuelles ? **Quel sera le montant mensuel de vos achats ?** Quel sera le montant annuel de vos achats ? Quels seront, de façon exhaustive, tous les autres frais auxquels sera confrontée votre entreprise ?

C- Le plan de trésorerie

Ce document représente les mouvements d'entrées et de sorties d'argent dans l'entreprise. Il sert à prévoir les besoins en argent liquide de l'entreprise.

Au démarrage, il faut prévoir que les dépenses précéderont les entrées d'argent. Par la suite, les clients ne paieront pas nécessairement le même jour où ils achèteront la marchandise. C'est pourquoi, il faut prévoir les entrées et les sorties d'argent.

Le plan de trésorerie est un outil de planification et de contrôle essentiel pour tout propriétaire, dirigeant d'entreprise. Grâce à celui-ci, il peut prévoir à l'avance ses besoins en argent et contrôler les encaissements et les décaissements de son entreprise et apporter des changements à ses opérations si cela est nécessaire.

Les encaissements constituent l'ensemble du passif du bilan et des recettes du compte d'exploitation.

Les décaissements constituent l'ensemble des actifs du bilan et des dépenses du compte de résultats.

Comme il s'agit d'un document qui représente les mouvements, il est nécessaire de les répartir dans le temps en répondant aux questions suivantes :

Quel sera le plus faible montant de vos ventes mensuelles ? Quel sera le montant le plus élevé de vos ventes mensuelles ? Le montant mensuel de vos achats variera-t-il durant l'année ? Comment variera-t-il ?

Le plan de trésorerie est un outil de planification et de contrôle essentiel pour tout propriétaire, dirigeant d'entreprise.

Il lui permet de prévoir à l'avance ses besoins en argent et contrôler les encaissements et les décaissements de son entreprise et apporter des changements à ses opérations si nécessaire.

Le plan de trésorerie est établi mois par mois sur toute l'année. C'est aussi un des premiers documents que les banques et les bailleurs de fonds exigent avant la décision d'accorder ou non le financement demandé.

D- Le bilan prévisionnel de la première année

Ce document est la photographie de ce que possède l'entreprise à la fin de l'année.

C'est le bilan d'ouverture auquel on ajoute au passif le bénéfice ou la perte que fait l'entreprise ■



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo

Domaines d'interventions

- Industrie & Agro-industrie
- Développement agricole et rural
- Infrastructures de base & Infrastructures modernes
- Télécommunications
- Energie
- Transport, Hôtellerie

Formes d'interventions

- Prêts à long et moyen termes pour le financement des projets nationaux ou internationaux
- Garantie
- Arrangement de financements
- Conseil financier
- Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN)
- Financement d'études de factibilité de projets ou d'études d'ingénierie
- Financement du transfert, à des ressortissants de l'UEMOA, de la propriété des moyens de production et de distribution de bien et services
- Assistance aux petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordée aux Institutions Financières Nationales (IFN)
- Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans

Artisans de la reconstruction

Quelque 400 jeunes artisans (dont 154 filles) issus de 26 corps de métiers ont reçu le 05 juillet dernier à Amlamé, préfecture de l'Amou (environ 200 km de Lomé), des kits d'outillage destinés à faciliter leur insertion socio professionnelle.

Au nombre des artisans bénéficiaires, l'on retrouve des maçons, des menuisiers, des soudeurs, des coiffeurs, couturiers, peintres, mécaniciens, vulcanisateurs, plombiers, électriciens, tapissiers, tisserands, ainsi que des sculpteurs et des photographes etc.

Les kits remis aux jeunes artisans sont composés notamment de postes-à-souder, de brouettes, d'étaux, de métiers-à-tisser, de caisses-à-outils, de coffrets de douilles complètes, de coffrets de mèches, d'appareils photos numérique, de machines à coudre, de machines à broder, de séchoirs, de marteaux, pelles, pioches, d'appareils de mesures électrique, de règles à niveau, de scies, rabots, de meules etc.

Ces kits, d'une valeur totale de 80 millions de F CFA, leur ont été remis dans le cadre du Projet d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans piloté par le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

"Ce projet a été initié pour répondre à un besoin d'accompagnement observé au niveau des jeunes diplômés issus de la formation professionnelle pour faciliter leur insertion sur le marché du travail", indique Arime Télata Anala, le coordonnateur dudit projet.

"En effet, parmi les jeunes qui sortent chaque année des centres d'apprentissage ou de formation professionnelle, nombreux sont ceux qui éprouvent d'énormes difficultés pour s'insérer et exercer le métier qu'ils ont appris dues au fait qu'ils n'ont pas l'appui matériel et la formation entrepreneuriale nécessaires. Des difficultés qui se manifestent par un

fort taux d'inactivité et de sous-emploi ou la fermeture prématurée des ateliers", explique M. Anala.

La remise de ces kits d'outillage à ces jeunes artisans intervient après une formation en entrepreneuriat qu'ils ont reçu en novembre dernier, formation dont le coût est estimé à 25 millions de F CFA.

Après cette vague, une autre composée de 300 jeunes artisans ont également reçu la même formation et devraient bénéficier eux aussi de kits d'outillage dans les prochains mois.

Rappelons qu'une première vague de 600 jeunes artisans formés avait bénéficié en mars 2011 de kits d'outillage d'une valeur de 56 millions de F CFA, lors d'une cérémonie officielle présidée à Tsévié (35 km de Lomé) par le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé.

Nombre de jeunes artisans dont des maçons, des plombiers, des mécaniciens à deux roues et des tapissiers des quatre coins du pays ont pu ainsi ouvrir leurs ateliers grâce à ce projet financé en grande partie sur le budget de l'Etat avec une contribution de la Présidence de la République, du PNUD et de la société de téléphonie mobile Togo Cellulaire.

Prévu pour s'étaler sur cinq ans, le projet d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes artisans ambitionne de couvrir toutes les préfectures du Togo à l'horizon 2015. Il prévoit la formation et l'appui de 5.000 jeunes à raison de 1.000 par an.

Ajoutons que le Togo s'est doté, début juin dernier, d'une loi portant Code de l'Artisanat visant à réglementer l'exercice des métiers de l'artisanat.

L'artisanat est l'un des secteurs les plus importants de l'économie togolaise. Avec environ 60 principaux corps de métiers et 131 activités artisanales afférentes, il contribue pour environ 18% au Produit Intérieur Brut, selon les estimations, et est l'un des plus grands pourvoyeurs d'emplois ■

E.K.



Photo Erick Kaglan

Désormais un Code de l'Artisanat

Après l'adoption de sa politique nationale de développement de l'artisanat en mai 2011, le Togo dispose désormais d'un code de l'artisanat, texte visant à réglementer l'exercice des métiers de l'artisanat, un secteur pourvoyeur d'emplois et créateur de richesses.

Le code voté à l'unanimité des députés, le 07 juin dernier, est un document de 81 articles qui définit les concepts de base et conditions d'exercice des activités artisanales.

Il présente également les structures d'encadrement et d'autopromotion du secteur et traite de l'accès des artisans aux marchés publics et de leur statut fiscal.

Le code adopté envisage, par ailleurs l'amélioration du cadre de travail, de la protection sociale des artisans et de la protection des œuvres artisanales et énonce la mise en place d'un système d'information et de statistique nationale de l'artisanat.

Ce code insiste sur les dispositions réglementaires -- à prendre par les ministères sectoriels impliqués dans le développement de l'artisanat -- relatives à la formation professionnelle, l'apprentissage et l'insertion professionnelle des jeunes artisans.

“L'adoption de ce code crée ainsi un cadre juridique nécessaire à la promotion des différents métiers de l'artisanat et à la bonne pratique du métier de l'artisan”, se félicite Komi Batchabèdè Kadaring, le directeur de l'artisanat.

Rappelons qu'au Togo, plus de 600.000 personnes, pour la plupart des jeunes, exercent une activité dans le secteur de l'artisanat. Environ 131 activités artisanales sont inventoriées et réparties dans 60 corps de métier, lesquels sont classés dans huit branches d'activités, notamment la petite restauration et l'agroalimentaire ; les mines, les carrières, la construction et le bâtiment ; la fabrication métallique, la mécanique, l'électromécanique, l'électricité et l'électronique.

Le bois et assimilés, le mobilier et l'ameublement ainsi que le textile, l'habillement, le cuir et les peaux font partie des huit branches. L'audiovisuel et la communication, de même que l'hygiène et les soins corporels, ainsi que l'artisanat d'art et traditionnel sont également concernés.

Quant à la politique nationale de développement de l'artisanat, elle se veut d'orienter l'intervention des acteurs du secteur sur quatre axes développés autour du renforcement du cadre juridique et institutionnel, mais aussi celui de l'accès des produits et services artisanaux aux marchés. Cette politique prend également en compte le développement d'un mécanisme approprié de protection sociale, et l'amélioration du système de pilotage et de coordination ■

E.K.

Microfinance

Crédit assuré

Une convention de partenariat destinée à mettre un fonds de garantie de 100 millions de F CFA à la disposition de la Coopérative d'Épargne et de Crédit des Artisans (CECA) a été signée début août à Lomé entre la ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Victoire Tomégah Dogbé et le directeur général de ladite coopérative, Yombo Odanou.

Le fonds de garantie est destiné à servir de levier pour le financement des microprojets des jeunes artisans retenus par le ministère dans le cadre de son Projet d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans.

Il devrait permettre à la CECA d'octroyer pendant 5 ans, un montant total de 400 millions F CFA aux jeunes artisans, soit 4 fois le montant de la garantie. Le ministère compte augmenter, au fil des années, le montant initial du fonds de garantie pour atteindre 500 millions F CFA d'ici fin 2015.

La convention prévoit également la formation des bénéficiaires à la gestion des crédits ainsi qu'à "l'esprit mutualiste, coopératif et associatif".

"Notre objectif, en mettant ce fonds de garantie

à la disposition de la CECA, est de faciliter l'installation de ces jeunes artisans en leur octroyant du microcrédit, parce que nombre d'entre eux se retrouvent, la plupart du temps, à ne pouvoir exercer leur métier, faute de soutien financier notamment", a indiqué Mme Tomégah Dogbé.

CECA

La microfinance qui vous rassure

Selon M. Yombo, "donner de l'emploi à un jeune, c'est nourrir et éduquer toute une famille ; c'est encore une manière d'apporter une plus-value à l'économie nationale".

Lancé en mars 2011, le Projet d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans comprend également des volets formation et équipement dont plus de 1.300 jeunes sont déjà bénéficiaires depuis son démarrage. Ce projet ambitionne de former et d'appuyer 5.000 jeunes à raison de 1000 par an, d'ici 2015 ■

E.K.



TRANSFERT DE CRÉDIT

Transférez du crédit de communication à vos proches sur le réseau de TOGO TELECOM

Pour transférer du crédit de communication
Taper le **8822 * montant à transférer * numéro bénéficiaire du transfert * mot de passe #**

Exemple : 8822*500*22534401*00000000#

Le mot de passe par défaut est 00000000 soit 8 fois zéro.

Coût du transfert de crédit : **100 F CFA**

Montant maximum à transférer par opération : **5 000 F CFA.**

illico le fixe sans fil

Chemoi
La téléphonie fixe

Prépayé

Service opérationnel d'un compte illico ou Chemoi prépayé vers un autre compte illico ou Chemoi prépayé. Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112
Dérangement : 119

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGDE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAŊG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

Microfinance

Bouffée d'oxygène

Quelque 17 groupements d'activités génératrices de revenus issus des cinq régions du Togo se sont vus octroyés fin mars dernier des chèques dont les montants varient entre 232.800 F et 3.000.000 F CFA (soit un total d'environ 26 millions F CFA); ceci dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) piloté par le ministère du développement à la base depuis 2008.

Ces chèques représentent 60% du financement total alloué à ces groupements. Les 40% restants leur seront versés après une évaluation du démarrage effectif de leurs activités. Ils ne rembourseront que la moitié des crédits qui leur sont octroyés.

Les groupements bénéficiaires mènent des activités génératrices de revenus variées allant de la fabrication de savon antiseptique à la production de miel, en passant par l'élevage de poules pondeuses, de porcs ainsi que le maraîchage, la riziculture etc.

Les fonds accordés aux groupements dans le cadre du PSAEG ont été prélevés d'un 'financement direct' de 100 millions de CFA mis à la disposition du ministère par l'opérateur principal de téléphonie Togo Télécom dans le cadre d'une convention de financement global de 1,5 milliards de F CFA signée en avril 2011.

Le financement global qui s'étale sur 5 ans prévoit 300 millions/an, soit 200 millions de fonds de garantie aux institutions de micro finance pour l'octroi de microcrédits aux groupements et 100 millions de financement direct des activités dudit projet.

Au titre de ce financement direct, une subvention non remboursable de 20 millions de F CFA avait été octroyée en décembre dernier au groupement IS

SALINTO situé à Kéta-Akoda, préfecture des Lacs, pour financer une partie de son projet d'extraction de sel marin. De même, le groupement agricole des producteurs d'anacarde de Tchamba (GAPAT) a reçu, en février dernier, des équipements composés de 100 vélos, 100 coupe-coupe et 100 paires de bottes pour une valeur totale de 5.130.000 F CFA.

Ce financement direct de Togo Télécom a également permis au ministère du Développement à la base d'entreprendre la construction et l'équipement de quatre unités modernes de transformation de manioc dans les localités de Dalavé (Zio), Kpové (Haho), Pagala (Blitta) et Daoudè (Assoli), pour un montant de 25 millions de F CFA, dans le cadre de la redynamisation de son projet Plantes à Racines et Tubercules (PRT).

Une vingtaine de jeunes entrepreneurs ont également reçu dans la foulée des chèques allant de 350.000 F à 700.000 F CFA (soit un total de 9.450.000 F CFA, représentant une moyenne de 50% du financement total), pour démarrer leur micro entreprise dans le cadre du Fonds national d'insertion des jeunes ; un fonds initié par l'Etat pour appuyer le Fonds d'insertion pour les jeunes (FIJ) de la CONFESJES, la conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays francophones.

25 autres jeunes entrepreneurs ont reçu début août dernier des chèques d'un montant total de 6 273 000 F CFA pour la mise en œuvre de leurs projets d'entreprises. Parmi eux, 9 sont bénéficiaires d'une subvention du FIJ. Les 16 autres sont appuyés directement par l'Etat togolais.

Tous ces jeunes recevront à terme un montant de 1.000.000 F CFA destinés à mettre en œuvre leurs projets agricoles et commerciales, notamment l'élevage de lapins, de moutons, de dindons, de production de biscuits, de commercialisation d'articles scolaires et de produits agricoles, de fabrication de claustra et de vente de gravier. Ce montant leur est versé en tranches successives après des suivis-évaluations.

32 jeunes avaient déjà bénéficié, en décembre dernier, d'une subvention partielle de 17 millions de F CFA au titre de l'année 2011.

Soulignons que les jeunes entrepreneurs ne devront rembourser que 20% des financements qui leur sont accordés ■

E.K.

LA MAISON DE LA CHANCE



2470, Avenue de la chance - BP: 895 - Tél: +228 22 53 57 00 - Fax: +228 22 51 35 08 Lomé - TOGO

LOTO

BENZ - DIAMANT - KADOO - SPORT

Lundi

Mercredi

Vendredi

Samedi



Jouez petit et Gagnez **GROS**

TOGO CELLULAIRE

CASSE LES PRIX



	LEADER	PRIVILÈGE	CLASSIQUE	JEUNE
Appels TOGOCEL vers TOGOCEL	60	70	80	90
Appels vers Autres réseaux nationaux	95	95	120	130
Appels vers l'international	180	180	180	180
SMS vers TOGOCEL	30	30	30	20
SMS vers Autres réseaux nationaux	50	50	50	50
SMS vers l'international	90	90	80	70
Internet : à la durée	20F/3min			
Internet : forfait illimité de 30 jours	15 000 F			

– Les coûts des appels sont en FCFA TTC par minute.

– Pour les appels vers TOGOCEL : 50% de réduction tous les dimanches et jours fériés / 50% de réduction du lundi au samedi de 22h à 5h



LE LEADER

TOGO CELLULAIRE

Du **NOUVEAU** chez le N°1
de la téléphonie mobile au TOGO :

LEADER
Libertis



1F/SEC*

Autres avantages :
ACCÈS AUTOMATIQUE AUX SERVICES 3G

*Appels TOGOCEL vers TOGOCEL

**Téléphonez sur le réseau leader à 1F/SEC* soit 60F TTC*
la minute avec le profil Libertis Leader**

AVANTAGES : AVEC LE PROFIL LEADER, VOUS BÉNÉFICIEZ :

■ DES TARIFS PRÉFÉRENTIELS

DESIGNATIONS	FACTURATION [EN TTC]
• Appels Voix	
- Togocel vers Togocel	60F/min (1F/scds)
- Togocel vers Autres réseaux nationaux	95F/min (48F/30 scds)
- Togocel vers l'international	180F/min (90F/30 scds)
• Appels Vidéo	90F/min (30F/20 scds)
• SMS	
- Togocel vers Togocel	30F/SMS
- Togocel vers Autres réseaux nationaux	50F/SMS
- Togocel vers l'international	90F/SMS

■ D'UN ACCÈS AUTOMATIQUE AUX SERVICES 3G.

DESIGNATIONS	FACTURATION [EN TTC]
• Connexion Internet (GPRS/EDGE/3G)	Tarification de base : • 600 F/h (10 F/min) en HP, 300 F/h (5 F/min) en HC : Forfaits : • Forfait 1J : 1500 F (validité : 1 j) • Forfait 7J : 5 500 F (validité : 7 j) • Forfait 1M : 20 000 F (validité : 30 j)
• Navigation WAP (GPRS/EDGE/3G)	
• Streaming (GPRS/EDGE/3G)	
• MMS (GPRS/EDGE/3G)	Facturation à l'acte : 125F/MMS envoyé

HC : Lundi à samedi (de 22h00 à 04h59 ; dimanche et jours fériés (24h/24).

COMMENT Y ACCÉDER ?

Achetez un kit Libertis leader ou souscrivez au profil Libertis Leader dans toutes nos Agences et Boutiques TOGOCEL :

Kit Libertis Leader : 2500 F TTC avec 2000 F de crédit de communication

Souscription Profil Libertis Leader : 2000 F TTC

RECHARGES AUTORISÉES : 22 500 F et plus



LE LEADER

DOSSIER 2

DEVELOPPEMENT A LA BASE

Projet de Soutien aux Activités Economiques de Groupements

Ecole agricole 42

Equipements agricoles 43

Le nerf des AGR 45

Leadership Miss Togo 2011

'J'ai voulu participer au réveil des consciences', Monique Handlos 50

Plateformes Multifonctionnelles

Plateformes d'échanges 54

Plantes à Racines et Tubercules

Tout en un 58

Développement communautaire

A la rescousse des CDB 60

Projet de Développement Communautaire

Le goût de l'école...

64

PDCplus

'Bien plus que le PDC', Représentant Résident de la B M

68

Communes du Millénaire

'Il y a des résultats, mais il reste beaucoup à faire', Nations Unies

70

Programme 'Self Help'

Aide-toi, le Ciel t'aidera...

74

politique de développement à la base

'Vers des interventions plus cohérentes et plus efficaces', Consultant

76

L'ANADEB en marche

80

PSAEG

Ecole agricole

Une trentaine de jeunes entrepreneurs agricoles en formation à Baga, Notsé et Tové

Une trentaine de jeunes entrepreneurs agricoles togolais suivent depuis le 16 juillet dernier une formation de quatre mois destinée à "renforcer leurs capacités entrepreneuriales" dans les filières de la production végétale et animale, de la transformation agroalimentaire et de l'agriculture intégrée. Ils sont répartis dans trois centres nationaux de formation, à savoir le Centre International de Développement Agro Pastoral, CIDAP de Baga, l'Opportunity Industrialization Center (OIC) de Notsé et l'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové.

"Nous entendons, par cette formation, renforcer les capacités entrepreneuriales de ces jeunes et les aider à créer leurs propres emplois pour être des modèles de développement agricoles au niveau de leurs localités respectives", a indiqué Mensah Agbogbazé, le coordonnateur du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) piloté par le ministère du développement à la base.

"Ces jeunes, dont l'âge est compris entre 21 et 34 ans, ont été sélectionnés sur la base de leurs motivations au métier de l'agriculture", a souligné M. Agbogbazé.

Quelques participants interrogés par Chroniques de la Base n'ont pas caché leur joie.

"Cette formation va me permettre d'enrichir mes connaissances dans le domaine de la production des épices, notamment du gingembre", se réjouit Wessa Gagnon, 23 ans. La jeune entrepreneure espère pouvoir s'auto employer très bientôt, gagner sa vie et faire développer l'agriculture togolaise.

Photo Erick Kaglan



François Dovi, 26 ans, lui avait déjà certes un pré requis dans la production avicole, mais sa curiosité est encore grande : "Peu importe le bagage qu'on puisse avoir déjà, il y a toujours mieux à apprendre ailleurs".

"Je compte diversifier mes compétences et ne pas seulement me cantonner à l'aviculture, mais peut-être aller voir la pisciculture, le maraîchage etc.", a souligné le jeune François.

Cette vague de trente-et-un jeunes est la deuxième après une première vague de 28 jeunes formés aux mêmes techniques agricoles en 2011 dans des centres nationaux. D'autres jeunes encore plus chanceux ont pu bénéficier de cette formation au Centre Songhaï au Bénin, réputé être l'un des meilleurs en Afrique de l'Ouest ■

E.K.

Equipements agricoles

Une quarantaine d'organisations paysannes ainsi qu'une dizaine de jeunes entrepreneurs agricoles ont bénéficié en fin avril dernier à Wahala, préfecture de Haho (environ 125 km de Lomé), d'un lot d'équipements agricoles dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) initié par le ministère du Développement à la Base depuis décembre 2008.

Le lot d'équipements évalué à 60 millions de F CFA se compose notamment de motopompes (pouvant tirer jusqu'à 100 m³ d'eau par heure), d'égreneuses de maïs (800 – 1000 kg de grains par heure), de décortiqueuses de riz de grande capacité, de moulin à maïs, de motoculteurs, de rappeuses et presses à manioc, de malaxeurs, de bac de torréfaction, de tonneaux et seaux plastique, de marmites, de coupe-coupe, de pioches, de pelles, de râteliers, d'arrosoirs et de pulvérisateurs.

La dizaine de jeunes entrepreneurs bénéficiaires -- dont la plupart ont été formés au Centre Songhai au Bénin en 2011 et dans les centres nationaux de formation agropastorale -- et les organisations paysannes sont issues des cinq régions économiques du Togo. Leurs activités varient du maraîchage à la culture de maïs, de riz, de manioc ainsi qu'à la transformation agroalimentaire.

Rappelons que le PSAEG vise à renforcer les capacités techniques, organisationnelles et de gestion des groupements. Il vise par ailleurs à faciliter l'accès des membres des groupements au microcrédit pour le développement de leurs activités génératrices de revenus (AGR).

Plus de 7500 groupements ont ainsi bénéficié de soutien dans le cadre de ce projet depuis son démarrage en 2008.

Pour le compte du financement des AGR, les Institutions de micro finance partenaires du projet, FUCEC et WAGES, ont mobilisé, en trois ans, environ 5 milliards de F CFA de microcrédit au profit de près de 30.000 bénéficiaires, sur la base des fonds de garanties déposés auprès d'elles par l'Etat ■

E.K.



Un jeune agriculteur de Yadè (Région de la Kara) de retour du champ avec une grappe de noix de palme sur la tête

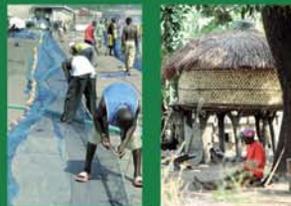


FUCEC - TOGO



- EPARGNE
- CREDIT
- SYSCOFOP (Tontine)
- PRISE DE FONDS
- CREDIT EPARGNE AVEC EDUCATION
- VIREMENT SALAIRES
- VIREMENT PENSIONS
- MICRO - ASSURANCE
- INTERCAISSES
- CHANGE MANUEL

WESTERN UNION | *yes!*



La Force d'un Réseau



Elles ont le plus souvent besoin juste d'un petit coup de main pour réussir leurs petits commerces ou activités agricoles ou d'élevage... Et la micro finance semble être pour elles d'un grand soutien. Exemple à Kara dans le Nord du Togo où la micro finance se révèle être un excellent outil d'autonomisation pour plus de 20.000 femmes, membres de la Fédération des Unions des Groupements des Femmes de la Kozah (FUGFK).



Massa Tiza, une habitante de Tchitchao, venue percevoir du microcrédit au siège de la FUGFK à Kara.

Microfinance

Le nerf des AGR

Il est 6h 30. Tous les jours ouvrables à pareille heure, lorsque le soleil pointe à l'horizon, Donga Chango a presque toujours le même réflexe : Ouvrir les bureaux de la Fédération des Unions des Groupements des Femmes de la Kozah (FUGFK) -- fédération dont elle est la secrétaire générale. Elle habite d'ailleurs juste à côté. Une dizaine de femmes, venues des quatre coins de la préfecture, y font déjà le pied de grue, l'attendant. Elles sont bien matinales... Nous sommes à Kara -- environ 420 km de Lomé -- précisément dans le quartier Chaminade.

"Elles viennent ici déjà très tôt, espérant percevoir leur part de microcrédit pour le compte de leur groupement et vaquer à leurs occupations", nous explique Mme Chango, ajoutant : "On sent qu'elles sont pressées, chacune voulant être satisfaite en premier".

"Mais, il y a de nombreuses autres femmes qui viennent tous les matins pour des adhésions, ou pour

s'informer des conditions d'obtention du microcrédit. Parmi elles, il y a aussi des curieuses", souligne-t-elle.

Même ambiance tous les jours au siège de la FUGFK; ce, depuis novembre dernier où un fonds de microcrédit de 140 millions de F CFA a été accordé à ladite fédération dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) piloté par le ministère du Développement à la Base.

La micro finance est l'un des volets essentiels du PSAEG, hormis le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des groupements.

Le fonds de crédit accordé à la FUGFK est une subvention du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, destinée à booster les activités génératrices de revenus de plus de 20.000 femmes membres de 675 groupements regroupés en 26 unions, dont 11 dans Kara-Commune et les 15 autres pour chacun des différents cantons de la préfecture...

Notamment Tchitchao -- canton situé à environ 10 km de Kara -- d'où sont venues ce matin Massa Tiza, 52 ans et sa camarade Naka Samarou, 28, toutes deux, membres du groupement Teou-Vèma (Il fait jour, en langue Kabyè).

"On s'est réveillés très tôt pour pouvoir être là et percevoir vite du crédit. Tellement, nous étions impatientes depuis hier soir lorsque nous avons reçu le coup de fil des responsables de la fédération nous annonçant que nous pouvions passer ce matin chercher notre crédit", avoue Massa. Son groupement, composé de 15 membres, cultive 2 hectares de riz et de maïs à Tchitchao.

Un bref entretien avec les responsables de la fédération, quelques petites signatures, et les voilà qui en ressortent, sourire aux lèvres, avec une enveloppe de 249.000 F ; de quoi booster leurs activités.

“Nous allons pouvoir acheter des semences, de l’engrais et payer les jeunes qui vont nous aider à cultiver”, se réjouit Naka, pour qui, c’est la “première fois” de percevoir du crédit.

“Ca va améliorer nos cultures, nous aurons de meilleurs rendements, et ça va nous rapporter de l’argent”, pense-t-elle, toute surexcitée.

“Si nous gagnons beaucoup d’argent, nous allons en épargner et continuer à investir dans notre activité en achetant plus de semences, plus d’engrais et agrandir notre champs. Après, on peut s’acheter des pagnes; nos enfants pourront avoir des cahiers, de nouveaux uniformes et de nouvelles sandalettes pour aller à l’école. Si nous tombons malades, on peut se soigner également, aller à l’hôpital”, renchérit Massa, son aînée.

“Cela va nous permettre aussi de subvenir aux besoins alimentaires de la famille. Nos maris seront plus contents de nous et ça va ramener la paix dans nos familles”, espère-t-elle.

A peine le crédit obtenu que Massa et Naka pensent déjà à son remboursement.

“Nous allons vendre les récoltes de notre dernière campagne pour pouvoir rembourser la moitié du prêt en septembre. Si Dieu le veut, nous rembourserons la deuxième moitié en janvier

prochain afin de pouvoir bénéficier d’un autre crédit”, promettent-elles.

Octroyé à un taux bonifié de 7%, le microcrédit mis à la disposition de la FUGFK a déjà profité aux femmes des 26 unions de groupements de la Kozah, selon le comité de gestion et de suivi du microcrédit qui supervise les activités d’octroi de crédit, en attendant la mise en place d’une mutuelle d’épargne et de crédit devant prendre le relais début 2013.

“Une première tranche de 70 millions, décaissée en novembre dernier, nous a permis d’octroyer jusqu’en avril, du microcrédit pour un montant total de 66.705.000 F à 19 groupements féminins”, indique Sanda Eugène Amana, président dudit comité et point focal du ministère du développement à la base dans la région de la Kara.

Les crédits octroyés varient entre 200.000 F et 17 millions de F CFA selon la taille et l’activité des groupements.

“C’était pour l’essentiel du crédit de commerce parce que c’est ce qu’on pouvait leur octroyer en cette période”, ajoute M. Amana, soulignant : “Après les premiers crédits de commerce, nombre de groupements ont souhaité avoir du crédit agricole afin de pouvoir acheter de l’engrais et des semences pendant la période de semis [entre mai et juin], vu que la plupart sont des paysannes; un vœu auquel nous avons accédé lorsque la deuxième tranche de 70 millions a été décaissée en mai dernier, au regard des résultats du remboursement de la première tranche de crédit”.

Des femmes de Panalo (canton de Landa, région de la Kara) sentent leurs activités champêtres boostées après l’obtention de microcrédit



Selon ces résultats, plus de 36 millions de F CFA, soit plus de 103% de la moitié de la première tranche de 70 millions, ont été remboursés par les groupements à la première échéance en fin avril dernier; la deuxième échéance étant prévue pour le mois de septembre cette année. Suivant les modalités prévues, les crédits perçus par les femmes sont remboursés en deux échéances.

“Ces résultats sont plutôt encourageants, rassurants et nous permettent de dire que les femmes ont compris la nécessité de rembourser”, se félicite M. Amana.

“C’est le fruit d’un travail de sensibilisation qui a été mené par la fédération auprès des groupements avant même la mise à disposition du fonds de crédit de 140 millions”, note-t-il, relevant que ce travail de sensibilisation a été “appuyé par les services techniques du ministère de l’agriculture qui ont insisté sur la nécessité pour les femmes de se mettre ensemble”.

“Et je peux vous assurer qu’aujourd’hui, l’esprit d’individualité est entrain de s’effriter dans la tête des femmes -- ce qui n’est pas le cas chez les hommes -- au profit du travail collectif”, estime M. Amana.

Selon des témoignages recueillis sur place, nombre de femmes ont pu démarrer une activité génératrice de revenus, grâce au microcrédit. C’est déjà un premier résultat, pense M. Amana qui souligne : “L’impact économique, on ne peut pas le mesurer maintenant; il faut attendre que les femmes remboursent leurs crédits pour s’en faire une idée. Leur capacité à rembourser totalement les crédits sera un indicateur de l’amélioration de leur quotidien”.

“Mais ce qu’il faut relever à ce niveau est qu’au suivi, beaucoup de femmes ont estimé qu’avec l’accès au microcrédit, elles ont senti qu’elles arrivent à tirer leurs moyens de subsistance. Celles qui avaient déjà une activité génératrice de revenus elles, avouent que leurs chiffres d’affaires ont augmenté”, ajoute-t-il ■

E.K.

Kpantipou Madi, épouse Soumaila (ci-contre), une habitante de Kara, se réjouit d’avoir perçu du microcrédit pour relancer son commerce de pagnes

Photo Erck Kaglan



WAGES

Women and Associations for Gain both Economic and Social

Institution de microfinance

Epargne

Crédit

Formation

Appui Institutionnel

Transfert d'argent

Domiciliation de Salaire

www.wagestogo.org



B.P.1339 Lomé - Togo - Tél. (228) 222 54 71 / 220 13 26 - Fax: (228) 222 78 99

Email: wages@cafe.tg - Convention n° 002-MEF/SG/CAS-IMEC

WAGES, un outil de développement au service de la communauté de base pour la relance économique au Togo

Leadership

Monique Handlos

Miss TOGO 2011

‘J’ai voulu participer au réveil des consciences’

Sacrée Miss Togo en septembre 2011, Monique Quizi Handlos, 20 ans, est la première reine de beauté togolaise à avoir dédié son mandat à la promotion du développement à la base à travers son projet social qui s’articule essentiellement autour de l’autonomisation de la femme rurale. A présent que son mandat d’un an arrive à terme, Chroniques de la Base fait le bilan avec Mlle Handlos. Son seul souci était de contribuer au réveil des consciences. Lisez plutôt.

Chroniques de la Base: Vous êtes la première Miss Togo à avoir consacré son mandat à la promotion du Développement à la base. Pourquoi ?

Monique Quizi Handlos: Aujourd’hui, il est clair que le développement du Togo est une affaire de tous. Il est tout aussi évident que tout développement doit se construire sur une bonne base. Partant de là, mon engagement dans un tel projet social a pour but de participer au réveil des consciences, attirer plus d’attention sur cette politique du développement à la base qui, je le crois, va apporter un développement harmonieux à notre pays. Il faut avouer qu’au début, je ne connaissais pas grand-chose dans ce domaine ; mais aujourd’hui, la réalisation de ce projet m’a permis d’acquérir de nombreuses connaissances dans ce secteur et je suis très contente de m’y être essayée. Je voudrais ici saluer la constante sollicitude de la ministre du développement à la base, Mme Victoire Tomégah Dogbé, qui n’a ménagé aucun effort pour la réussite de ce projet. Elle a même accepté de temps en temps de bousculer son programme pour être avec moi dans mes

diverses sorties. Et je voudrais lui témoigner ici toute ma reconnaissance ainsi que celle du Comité Miss Togo.

Comment concrètement vous en êtes-vous prise pour réveiller ces consciences ?

Le Comité National Miss Togo, avec le soutien du sponsor officiel Moov-Togo, s’est adressé au Ministère du Développement à la Base, qui nous a aidés à recenser plus de trois cent (300) femmes réparties à travers les cinq régions économiques du pays. A ces femmes, nous avons eu à remettre du capital matériel pour le démarrage d’une activité génératrice de revenus. Au-delà des 300 femmes, le ministère du Développement à base nous a également permis de sélectionner dix (10) groupements de femmes déjà constitués à raison de deux groupements par région. Nous avons alors remis à chacun de ces groupements un chèque de un million (1.000.000) de francs CFA pour leur permettre de démarrer un projet ou encore de renforcer les activités génératrices de revenus qu’elles menaient déjà.



Photo Comité National Miss Togo

Pourquoi avez-vous ciblé les femmes?

Nous avons choisi la femme parce que d'une part, le concours Miss Togo célèbre la femme, et d'autre part, vous savez qu'en Afrique, la femme est souvent le pilier central de la famille. Dans une famille où la femme se porte bien, c'est toute cette famille qui est en forme. C'est ce qui nous a motivés dans le choix de cette cible principale vers laquelle nos actions ont été dirigées. La Corée a axé son développement sur l'éducation à la base d'où son succès aujourd'hui. Le Comité Miss Togo est également dans cette ligne d'autant plus l'année dernière, le thème se consacrait à la scolarisation de la jeune fille. C'est toujours dans cette même lancée que ce projet est initié dans la mesure où la femme qui se porte bien est en mesure d'assurer une bonne éducation à ses enfants. Ce projet ne vise entre autre qu'à contribuer à l'amélioration de la condition de la femme afin que cette dernière puisse en toute sérénité assurer son rôle de mère éducatrice des enfants dans le foyer.

‘Améliorer la condition de la femme pour qu'elle puisse assurer son rôle de mère éducatrice des enfants’. *Mlle Handlos*

Comment évaluez-vous votre bilan au regard des réalités que vous avez constatées sur le terrain ?

Les lettres de remerciements et de félicitations qui nous parviennent au Comité et les nombreux autres sollicitations qui nous sont également envoyées depuis le début de ce projet social sont le témoignage que nous avons fait notre modeste part, mais que les défis de développement sont encore énormes et que c'est avec la contribution de tous, de l'Etat, du secteur privé, que nous arriverons à relever ces défis. Grâce à notre petite contribution, aujourd'hui les 300 femmes retenues ont pu démarrer chacune une activité génératrice de revenus ; ce qui leur permet aujourd'hui d'apporter un plus à l'équilibre financier de leurs familles respectives.

Un an de mandat semble être relativement court pour relever le défi du développement à la base. Qu'auriez-vous fait si vous aviez eu plus de temps ?

J'aurais certainement fait plus, mais je considère que le fait d'avoir touché le problème du doigt est déjà un déclic. L'objectif visé n'était pas de régler le problème par une baguette magique. Il s'agissait d'attirer l'attention de tous sur l'importance du développement



Photo Erick Kaghan

Une équipe du ministère du développement à la base, faisant le suivi du financement accordé par Miss Togo au groupement de femmes transformatrices de soja, 'Givide' à Douga-Eni, Niamtougou, juillet dernier

à la base et susciter une prise de conscience au niveau national. Bien que mon mandat fait douze mois officiellement, je continuerai à m'employer, avec le soutien du comité Miss Togo et ses partenaires, dans cette dynamique dans la mesure des moyens qui seront à ma disposition.

Maintenant que vous vous apprêtez à céder votre couronne à votre successeur, qu'est-ce qui vous a le plus marqué durant votre mandat ?

Beaucoup de choses... D'abord ma vie a grandement changé. Je ne passe plus inaperçue. Ma présence partout suscite curiosité des uns et des autres. De plus, j'ai eu la chance de rencontrer des sommités, de représenter mon pays à des rencontres internationales. Ma vie de jeune fille a changé au profit d'une maturité et d'une sagesse. Comme on le dit, on est Miss une seule fois dans sa vie et la chance n'a qu'un seul cheveu. Je ne regrette pas d'avoir saisi cette chance.

J'imagine que beaucoup d'hommes vous ont tourné autour au cours de votre mandat dans le but de vous apprivoiser... Une belle femme et de surcroît une reine de beauté, ça se désire n'est-ce pas ?

C'est vrai qu'une belle femme est toujours désirée mais en tant que Miss Togo, j'ai de très bons amis. Malgré tout, le Comité National Miss Togo est resté mon seul mari. J'aurai tout le temps de me laisser apprivoiser après.

Votre statut de Miss Togo vous a donné l'occasion de voyager à travers le monde, en Afrique et en Europe. Vous avez certainement enrichi votre carnet d'adresses et vous avez fait montre de qualités de leader. Comment comptez-vous mettre à profit vos nouveaux contacts pour poursuivre votre projet social, même au-delà du cadre Miss Togo ?

Un mandat de Miss est très mouvementé. C'est vrai aussi que nous avons eu à faire quelques sorties notamment dans certaines capitales africaines : Abidjan, Bata, Brazzaville... et européennes : Paris, Bruxelles, (...) qui m'ont permis de faire des connaissances. C'est sûr que cela va peser pour quelque chose dans le futur et surtout pour la suite de l'exécution de mon projet.

Que ferez-vous après votre mandat. Quels sont vos projets ?

Je vais me consacrer à mes études. Pour le reste, on verra bien ■

Propos recueillis par E.K.

moovprivilège

Plus besoin de stresser avec vos
nouveaux tarifs



79 f/min vers tous
les réseaux au Togo

99 f/min vers France, USA,
Canada, Chine, Liban,
Allemagne, Inde, Pakistan

> Composez le

***106*4#**

disposer d'au moins 5000 f
sur son compte principal

groupe

etisalat 

Plateformes Multifonctionnelles

Plateformes d'échanges

J'ai véritablement le sentiment d'avoir appris beaucoup de choses. Si je n'étais pas sortie de chez moi, je n'aurais pas appris toutes ces choses", se réjouit Adjovi Azanleko, une jeune dame de Vo-Attivé (préfecture de Vo), l'une des localités abritant une plateforme multifonctionnelle depuis mi-2011. Adjovi vient, en effet, d'effectuer un voyage d'échanges sur les plateformes multifonctionnelles d'Atchintse (Blitta) et de Bétoé (Ogou), en compagnie d'une vingtaine de femmes responsables, comme elle, de plateformes dans une dizaine de localités. Elle en est très émerveillée.

Pour rappel, une plateforme multifonctionnelle est une structure décentralisée d'énergie constituée d'un moteur diesel entraînant divers modules de transformation de produits agricoles notamment des moulins, des décortiqueuses, des malaxieuses, des concasseuses, des égreneuses, des presses à huiles etc., selon les besoins des communautés.

Ces machines sont conçues pour se substituer à la force motrice des habitants dans les zones rurales afin d'alléger leurs corvées quotidiennes, de renforcer l'autonomie financière des femmes et de générer des emplois au niveau local. Elles sont équipées d'un alternateur fournissant de l'énergie pour l'électrification des villages et pour des opérations de soudure, d'aiguillage, de menuiserie, de charges de batteries de voitures et de portables, etc. Leur gestion est confiée aux femmes, membres de groupements.

Admiratives de l'expérience d'Atchintse

"Elles ont pourtant les mêmes machines, sinon moins que nous à Vo-Attivé, mais elles se débrouillent plutôt mieux que nous et réalisent plus de bénéfice", s'étonne

Adjovi qui a, du coup, "l'impression de s'amuser" chez elle.

"J'ai senti que nos pairs, surtout d'Atchintse sont mieux organisées et tiennent non seulement une comptabilité rigoureuse, mais ont de petites astuces qui leur permettent de mieux dompter leurs machines. Alors que nous à Vo-Attivé, nous avons encore beaucoup de lacunes à combler, comme par exemple le maniement des machines pour éviter la surconsommation du carburant", confie la jeune dame.

"Moi, j'y ai par exemple appris aussi que nous devons laver le moteur avec du pétrole, faire le vidange au moins une fois tous les quatre mois ou encore bien aiguiser les meules du moulin", ajoute Akoua Agboyibor, sa camarade.

Akoua entend faire le compte-rendu de leur voyage aux membres de leur groupement une fois de retour chez elles.

"En tout cas, je suis persuadée, en retournant chez moi que quelque chose va changer dans le fonctionnement de notre plateforme", espère-t-elle.

Un succès qui améliore le quotidien

Installées en juin 2011, les plateformes d'Atchintse et de Bétoé font partie des premières plateformes dont le succès rejaillit sur les communautés respectives.

"Depuis le démarrage de nos activités, nous avons réalisé beaucoup de bénéfiques", se félicite Viviane Bimizi, la présidente du groupement Espoir, responsable de la plateforme d'Atchintse qui doit leur succès à la cohésion qui règne au sein de leur groupement.

"Nous avons 400.000 F en banque. Nous avons pu dégager une marge de 144.000 F pour acheter et



Photo Erick Kaglan

Les femmes responsables de la plateforme d'Atchintse (Blitta) se sont montrées assez ouvertes envers leurs pairs des autres plateformes, en leur livrant tous les petits secrets de leur réussite, lors de la visite d'échanges

stocker des céréales que nous revendrons après. Nous avons aussi pu dégager 54.000 F pour la culture du gingembre. En caisse, il nous reste encore 86.000 F”, exulte Viviane rencontré en juin dernier lors du voyage d'échanges.

Même satisfaction chez les responsables de la plateforme de Bétoé. Au mois de mai dernier, elles affirmaient avoir gagné 64.595 F de bénéfice net en plus d'un total de 227.000 F en banque, dont 130.000 F uniquement pour la période de janvier à mai. Elles ont même pu s'approvisionner en gari pour 54.000 F qu'elles comptent revendre.

“Avec 20 litres de carburant (soit 14.000 F), nous réalisons 6.000 F au moins de bénéfice en décortiquant du riz. En période d'abondance, nous pouvons aller jusqu'à 11.000 F de bénéfice sur les 20 litres. Avec la mouture du maïs, nous gagnons entre 4.500 et 5.000 F de bénéfice net”, renchérit Kouma Noumonvi, le secrétaire général du groupement.

“Si les choses marchent pour nous à cette allure pendant le restant de l'année, nous espérons gagner plus que cela pendant la deuxième moitié de l'année”, espère Adjoa Bona, présidente du Comité Féminin de Gestion de la plateforme de Bétoé.

“Nous comptons d'ailleurs nous acheter très bientôt un congélateur afin de pouvoir commercialiser des produits congelés (poisson, volaille) à la plateforme. Cela pourrait nous rapporter aussi un peu d'argent”,

annonce Adjoa qui souligne que de tels produits ne sont disponibles pour l'instant que dans le village de Kpékplémé, 11 km plus loin.

“Maintenant, on a une activité permanente avec la plateforme. Nous sentons que notre village bouge et que notre milieu est entrain de changer”, affirme pour sa part, Birenam Boyada, meunière à Atchintse. Comme impact sur leur milieu, Birenam note l'allègement de leurs corvées journalières et l'augmentation de leurs revenus.

“Avant, nous allions dans le village voisin pour moudre un seul bol de maïs de 2,5kg à 200 F, voire plus. Mais maintenant avec notre plateforme, la mouture du bol est à 100 F seulement, ce qui nous fait faire des bénéfices. On allait charger les portables chez des privés qui ont des groupes électrogènes à 200 F, voire 250 F avec l'augmentation des prix du carburant. Mais maintenant, nous chargeons nos portables à la plateforme à 100 F seulement. Nous en chargeons entre 15 et 25 chaque soir, ce qui nous rapporte en moyenne 2.000 F quotidiennement”, affirme-t-elle.

“Avant, nous allions chez des gens du village qui ont un groupe électrogène pour regarder la télé ; mais maintenant, nous suivons chaque soir la télé à la plateforme et regardons tous nos films préférés, notamment les films (nigériens) Ibo”, fait remarquer Birenam.

Suite Page 55

*Elles étaient obligées de parcourir de longues distances pour mouûre, ne serait-ce qu'un petit bol de maïs.
Mais avec l'installation d'une plateforme dans leurs milieux, les habitants de Bêtoé, comme ceux des autres localités bénéficiaires de plateformes voient leurs corvées quotidiennes allégées.*



Les plateformes pour rattraper le retard du développement

Pour nombre d'observateurs, les plateformes multifonctionnelles sont un excellent outil de développement qui permettra au Togo de rattraper le retard qu'il a accusé sur son développement.

"10 ans après les indépendances, si on avait commencé ce programme, le Togo ne serait pas dans l'état dans lequel il est aujourd'hui. Les communautés seraient épanouies depuis", fait observer Justin Longa Tagba, vice-président du comité villageois de développement d'Atchintse.

"Mais je pense qu'on peut se rattraper si on multiplie cette expérience des plateformes dans les communautés rurales, et si les communautés s'organisent mieux comme nous on le fait chez nous, la plateforme va être, pour elles, un véritable outil de développement", espère M. Tagba.

Au total, 25 plateformes multifonctionnelles ont été installées au cours de la phase pilote de ce programme en 2011, dans les préfectures de Zio, Vo, Ogou, Blitta, Sotouboua, Tchamba, Kozah, Binah, Assoli, Kéran, Tône et Tandjouare. 25 autres devront être installées avant la fin de cette année dans d'autres localités.

Le Togo ambitionne d'en implanter au total 1.000 dans huit ans avec le soutien de ses partenaires. ■

E.K.



Plantes à Racines et Tubercules

Tout en un

La farine de manioc communément appelée 'gari', celles de tapioca et de fofou sont désormais conditionnées (photo) par les femmes dans les villages du Togo à la faveur de la mise en place de quatre unités modernes de transformation à Pagala-Gare (Blitta), Dacko (Assoli), Kpové (Haho) et Dalavé (Zio) dans le cadre du projet Plantes à Racines et Tubercules piloté par le ministère du développement à la base. Il s'agit d'un conditionnement moderne destiné à valoriser cette denrée produite et commercialisée par les femmes.

Le lancement officiel des activités de ces unités de transformation de manioc s'est déroulé le 16 juillet dernier à Pagala-Gare, 270 km au nord de Lomé, cérémonie présidée par le directeur de cabinet dudit ministère, Yawotse Vovor.

Lesdites unités se composent d'un abri, d'un moteur diesel, de râpeuses et presses en inox, de fours, de cuiseurs à gaz, de tables de séchage, de machines à souder et d'un groupe électrogène. Elles sont destinées à moderniser la transformation du manioc en gari (farine) et en tapioca. Autrefois, la transformation se faisait de façon traditionnelle avec du bois de chauffe. Désormais, elle se fera à base de gaz.

Évalués à 34 millions de F CFA, ces équipements ont été installés dans les quatre localités avec l'appui des opérateurs de téléphonie Togo Télécom et Togo Cellulaire.

"Ils permettront d'une part de porter à échelle la production du gari et du tapioca et d'autre part de faciliter l'écoulement des produits des groupements producteurs bénéficiaires du projet PRT afin de leur permettre de rembourser leur crédit agricole à la

banque", espère le coordonnateur du projet PRT, André Pantom.

Pour rappel, les groupements producteurs de manioc -- désormais clients potentiels des transformatrices de manioc -- avaient reçu des microcrédits auprès de la Banque Populaire pour l'Épargne et le Crédit (BPEC), partenaire du ministère, pour optimiser leurs rendements.

"Nous entendons par la mise en place de ces unités de transformation créer des emplois au profit des femmes des localités ciblées et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales", a affirmé M. Pantom qui a annoncé par ailleurs que d'autres unités de transformation seront installées dans d'autres localités avant la fin de l'année, "afin de pouvoir définir réellement une chaîne de valeurs autour du manioc à travers sa production, sa transformation et sa commercialisation".

Souignons qu'en prélude au démarrage des activités de transformation, une formation à l'autogestion de ces unités a été organisée du 28 février au 03 mars à l'intention des responsables de groupements de ces localités ; formation assurée par des cabinets d'études spécialisés dans la formation et la transformation agroalimentaire.

Initié depuis 2009, le projet PRT vise à promouvoir l'auto-emploi des jeunes et des groupes vulnérables -- parmi lesquels les femmes -- freiner l'exode rural et favoriser l'autosuffisance alimentaire à travers les cultures des plantes à racines et tubercules, notamment le manioc et l'igname. Les producteurs de manioc bénéficiaires du projet PRT sont en majorité des jeunes, membres de plus de 570 groupements agricoles ■

E.K.



Farine de manioc Casava flour
Special
Farine de Foufou
 du Togo

Initié par le projet Plantes à Racines et Tubercules (PRT), la Farine du Foufou du Togo est spécialement préparé par des groupements de femmes selon des procédés modernes de transformation.

Contact : Projet Plantes à Racines et Tubercules (PRT/MDBAJE) (+228) 22 61 07 40 / 90 24 20 05
 Site web : www.mindobasacv.org
 E-mail : mindobasacv@yahoo.fr
andrecpans55@yahoo.fr

Poids net : 1kg
 Net Weight



Farine de manioc Casava flour
Special
Tapioca
 du Togo

Nom : TAPIOCA
 Ingredient : Le Tapioca est un produit du traitement du manioc (Manihot esculenta crantz).
 Composition (100g) : Humidité (84%), glucides (10%), protéines (traces), lipides (traces), fibres (2%), Cendres (0,5%), Etc.
 Préparation : le tapioca peut s'utiliser seul ou comme ingrédient de différents mets.
 Conservation : A l'abri de l'humidité.
 Date de production : 10 Août 2012
 Délai Limite de Consommation (DLC) : 12 mois

Poids net : 500g



Farine de manioc Casava flour
Special
Gari
 du Togo

Nom : GARI
 Ingredient : Le gari est un produit du traitement du manioc (Manihot esculenta crantz).
 Composition (100g) : Humidité (80%), glucides (10%), protéines (0,7%), lipides (traces), fibres (2%), Cendres (0,5%), Etc.
 Préparation : le gari peut s'utiliser seul ou comme ingrédient de différents mets.
 Conservation : A l'abri de l'humidité.
 Date de production : 10 Août 2012
 Délai Limite de Consommation (DLC) : 12 mois.

Poids net : 1kg
 Net Weight

Initié par le projet Plantes à Racines et Tubercules (PRT), le Gari du Togo est spécialement préparé par des groupements de femmes selon des procédés modernes de transformation.

Photo Erick Kaglan



Développement Communautaire

A la rescousse des CDB

Il n'y a pas de centre de santé chez nous ici. Pour accoucher, les femmes doivent se rendre à l'hôpital jusqu'à Bè, Adakpamé à environ 10 km d'ici. Surtout, lorsqu'il y a des urgences, c'est dramatique parfois", révèle Komla Mensanvi, un jeune d'Attigou, l'un des plus grands quartiers de Lomé situé dans la banlieue Est.

Selon nos recoupements, Attigou serait le 3ème ou 4ème plus grand quartier de la capitale. Mais ici, il n'y a non plus d'adduction publique d'eau potable.

"Pour avoir de l'eau potable, il faut se rendre chez les privés pour acheter la bassine d'eau à 25 F CFA. Les habitants du quartier qui n'ont pas assez de moyens sont obligés d'aller puiser l'eau de la rivière qui n'est pas totalement potable. Il y a les bœufs qui sont là, qui boivent, qui font les défécations, urinent, etc. Mais ils n'ont pas trop le choix", poursuit Komla, un anthropologue de formation qui prête main forte de temps à autre au CDQ d'Attigou, le comité de développement de son quartier.

Un quartier 'assailli' par des dépotoirs 'sauvages', des eaux de ruissellement verdâtres ça et là, avec des enfants, torsos nus, qui ont l'air de se plaisir dans cet environnement insalubre. Plus loin, des constructions anarchiques... Autant de défis auxquels fait face le CDQ d'Attigou depuis quelques années. Ses responsables ont maintenant le sentiment d'être à bout de force.

"Maintenant on n'en peut plus. On est assailli de tous côtés : pas de moyens financiers pour faire face à toutes ces difficultés, pas d'équipements, pas

de formation", avoue Mawouko Koudjou Azianka, le président dudit CDQ, lors d'un entretien de collecte de données effectué par une équipe du ministère du développement à la base en juillet dernier, dans le cadre d'un projet de restructuration et de consolidation des Comités de Développement à la Base (CDB).

Les comités de développement à la base sont des institutions de développement local constitués des Comités de Développement de Quartiers (CDQ) et des Comités Villageois de Développement (CVD). Ces institutions qui existaient déjà un peu partout à travers le pays, ont été consacrées par décret fin février dernier, avec pour vocation de "susciter chez les populations locales, l'esprit de participation au développement de leur village ou quartier dans une perspective de lutte contre la pauvreté et l'exclusion".

Elles ont également pour rôle de "mobiliser les énergies locales pour la résolution collective des problèmes de développement du village ou du quartier et d'aider à identifier les problèmes touchant à leur développement".

Elles sont chargées en outre "d'aider à la conception et à la réalisation des projets locaux, de canaliser et soutenir les initiatives locales de développement économique, social et culturel axées essentiellement sur une auto-assistance, d'entreprendre et encourager la mobilisation des ressources internes et externes et d'assurer l'interface entre les partenaires au développement intervenant dans le village ou le quartier".



Photo Erick Kaglan

Une équipe de collecte de données de restructuration des Comités de Développement à la Base...

“Nous collectons les données relatives à l’identification, la formalisation institutionnelle, la gouvernance et fonctionnalité, les relations extérieures et les problèmes qu’ils rencontrent dans l’exercice de leurs activités”, affirme Yao Sossou, l’un des agents de collectes rencontrés sur le terrain, soulignant que “les entretiens ont lieu principalement avec les autorités traditionnelles, les autorités administratives, les élus locaux, les ONG et organismes de développement qui sont un peu les porte-paroles de leurs communautés”.

“Il s’agit d’une opération de grande envergure qui touche environ 500 localités pour permettre au ministère de disposer d’une base de données devant permettre au gouvernement et aux partenaires techniques et financiers d’assister les CDB pour que leur fonctionnalité puisse être beaucoup plus efficace et aussi les amener à beaucoup plus d’actions concrètes sur le terrain”, explique Kouami Egah, le coordonnateur de l’opération dans la préfecture du Golfe.

“Jusqu’à présent, nous avons recensé beaucoup plus de besoins financiers c’est-à-dire que la plupart de ces comités n’ont pas de ressources financières et n’ont pratiquement pas de ressources matérielles pour la réalisation de la plupart de leurs activités. C’est principalement le problème. Mais les besoins en formation sont récurrents dans tous les Comités que

nous avons eu à rencontrer”, indique Hèzouwè Bagnan, un autre agent de collectes qui juge les requêtes des CDB ‘franches et sincères’.

“Beaucoup n’ont pas mâché leurs mots et nous ont dit de façon franche et sincère, les problèmes qu’ils rencontrent et leurs sentiments d’avoir été oubliés jusqu’à présent”, confie Mlle Bagnan qui s’était déjà rendue dans les cantons de Baguida, Zanguéra, Togblékopé et Zogbégan pour le même exercice. Mais ils ont aussi le sentiment d’en être pour quelque chose, selon des témoignages recueillis à Attiégo.

“Nous avons approché entre temps le ministère de la santé qui a voulu nous construire un centre de santé de 77 lits. Mais le hic est que nous n’avons plus de parcelle disponible dans notre quartier. Ils nous ont demandé de mettre à leur disposition un espace de 6 lots que nous n’avons pas été en mesure de trouver, tellement les gens ont construit de façon anarchique. Même, les réserves administratives sont toutes occupées”, avoue M. Azianka, le président du CDQ dudit quartier.

Autre défi à relever dans ce quartier de plusieurs milliers d’habitants : l’alcoolisme et le tabagisme qui rendent ‘insensible’ la jeunesse d’Attiégo aux questions de développement.

“Ici, la pauvreté fait que les parents n’arrivent pas à gérer leurs enfants, à avoir la maîtrise sur eux;



... surprise en plein échange avec les responsables du Comité de Développement du Quartier Attiégou, l'un des plus grands quartiers de Lomé

ça fait qu'il y a totalement un laisser-aller qui expose ou plonge les jeunes à l'alcoolisme et au tabagisme", explique Komla Mensanvi, qui nous confie se sentir "très mal de ne pouvoir faire grand-chose pour les en sortir":

"Lorsque vous leur parlez, ils ne vous écoutent même pas. Ils restent insensibles à tout ce que vous dites pour les ramener à la raison".

"Si le gouvernement peut faire quelque chose pour les sortir de cet état, notamment par un programme de réinsertion sociale, ce serait bien", suggère Komla qui se dit convaincu que la participation de la jeunesse de son quartier sera "déterminante pour relever les défis de développement".

A la suite de l'opération de collecte des données, des sessions de formation seront organisées dans un premier temps au profit desdits CDB pour une meilleure appropriation de leurs rôles.

Un manuel de formation a été élaboré à cette fin début mai dernier avec l'appui de Plan Togo et de Handicap International. Il s'agit d'un document de référence national destiné à assurer le renforcement des capacités des organisations à base communautaire pour qu'elles puissent conduire leur propre développement dans le contexte de la décentralisation. Il est constitué d'un guide du formateur et d'un livret du participant.

Treize modules traitant des thèmes divers ont été

développés dans ce manuel, notamment, la protection de l'enfance et le rôle des CDB, l'élaboration, la gestion, le suivi d'un projet communautaire, mais aussi la promotion de la santé au niveau des CDB ou encore l'approche genre et comité de développement à la base.

Ces modules traitent également de la communication sociale, de l'animation communautaire, de la gestion des conflits au sein de la communauté ou encore de l'implication des personnes en situation de handicap dans le développement local. Ils avaient été validés à l'issue des réunions techniques et d'un atelier national en 2011 par les partenaires communautaires, les ONG locales et internationales, les services techniques ■

E.K.

Projet de Développement Communautaire

Le goût de l'école...

Ecole primaire publique de Tchébébé Sud B. 16 km au Sud de Sotouboua. Encore une vingtaine de minutes avant la sortie prévue pour 11h30. Un supplice pour les élèves. L'heure n'est visiblement plus à l'écoute du maître... Inattentifs, fatigués et surtout impatients de sortir des classes, ils ont tous le regard tourné vers la cour de l'école où des bonnes femmes manient très indiscretement casseroles, gobelets et bassines. Elles distraient les élèves à la fin ! Ces derniers eux-mêmes semblent y prendre goût, jetant des coups d'œil ostensibles par les fenêtres dans l'espoir d'apercevoir ces bonnes femmes, les 'femmes mamans', ou même de renifler les effluves des repas qui leur parviennent jusque dans leurs classes. Même scénario tous les jours à pareille heure. Ils n'attendent que le premier coup de cloche. Ils n'auront pas le temps de ranger leurs affaires. C'est à qui se sera servi le premier...

“C'est à cette scène que nous assistons tous les jours de la semaine depuis que la cantine scolaire est installée dans notre établissement. Après 11 heures, les élèves suivent les cours. Ils n'ont plus la tête en classe et n'attendent que la cloche pour aller manger”, témoigne un instituteur.

Les bousculades qu'on remarque dans la queue formée par les élèves, de même que toutes les peines que ressentent les encadreurs pour éviter qu'ils n'en viennent aux mains montrent jusqu'à quel point les enfants ont faim.

“On leur demande de former une queue afin que la distribution se fasse dans l'ordre. Mais ils ne l'entendent jamais de cette oreille. Chaque jour, ils se bousculent parce que chacun voudrait être le premier servi”, indique un autre enseignant.

Premier réflexe : Se diriger vers des poteaux en forme de cage de football dont les barres transversales retiennent, à l'aide de fils bleus, des bidons jaunes qui débitent de l'eau. Une femme maman passe dans les allées où chaque élève tend la main pour recevoir de l'eau savonneuse. Après quoi, ils se font laver les mains par d'autres femmes mamans plus sévères qui tentent en vain de les discipliner juste par des regards dissuasifs. Mais les enfants sont imperturbables.

“L'opération de lavage des mains est un détail très important, car il participe à la bonne santé des

enfants. Très souvent, les notions d'hygiène les plus élémentaires ne sont pas respectées dans nos villages. Quelqu'un qui touche par exemple à un déchet doit bien se laver les mains avant de toucher à la nourriture. Or, les enfants ont la plupart du temps les mains sales. Il faut donc veiller à ce qu'ils se lavent bien les mains pour leur éviter des maladies”, explique Yao Essè, assistant d'hygiène déployé à Sotouboua dans le cadre du programme de volontariat national.

“Il y a des défis sanitaires à relever dans la zone en général, notamment la non-couverture des aliments, le rejet des déchets et des eaux usées aux alentours des cantines, ainsi que la consommation des aliments à même le sol. Ce sont des choses qu'il faut revoir”, fait-il remarquer, soulignant toutefois avoir mené une opération de déparasitage à l'Albendazole 400mg tout récemment dans les établissements scolaires à sa charge.

“Certains aspects spécifiques de la cantine scolaire nous recommandent d'avoir un spécialiste pour un suivi rapproché des règles d'hygiène. Il était bienséant qu'on ait un professionnel en la matière qui doit se charger de voir les choses de près. C'est pour cela que l'assistant nous est utile. Il sensibilise les femmes afin que les repas soient préparés suivant les normes d'hygiène”, ajoute Justin Pana de l'ONG Radar (Regroupement des associations pour le développement appliqué des ruraux), chargée de la coordination du



Photo Eric Kagjar

Les 'femmes mamans' (comme ici à Tchébébé) s'activent chaque jour de classe, à préparer des repas pour les écoliers dans le cadre du PDC; ce qui constitue pour elles une activité génératrice de revenus

projet dans les préfectures de Sotouboua, Blitta et dans la sous-préfecture du Mô.

Le repas servi, les élèves prennent d'assaut les seuils de leurs salles de classe, la terrasse ou s'installent à l'ombre des arbres, ou encore sur une bâche pour déguster leur repas. Menu du jour : de la pâte de maïs accompagnée de sauce de gombo au poisson.

“Certains jours, nous préparons de la pâte avec de la bonne sauce. D'autres jours, nous leur servons du spaghetti. Ils mangent également du riz blanc plus la sauce de poisson ainsi que du haricot-riz. Nous essayons autant que possible de varier les nourritures pour qu'ils ne soient pas fatigués de prendre un seul repas tous les jours”, affirme Tchiam Henou, une ‘femme maman’ de 42 ans.

“C'est une aubaine pour ces enfants qui sont contraints de manger de la pâte de maïs des semaines durant, chez eux à la maison”, ajoute Tchiam.

“Chaque jour d'école est un jour de fête. Car, en venant, ils sont au moins sûrs de trouver à manger une fois par jour. Et des repas de bonne qualité”, poursuit-elle.

Pourtant, ce n'était pas le cas il y a encore quelques années. Considérée comme l'une des communautés les moins nanties du Togo, les habitants de Tchébébé, en majorité très pauvres, sont souvent frappés par les crises liées à l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Pendant ces périodes de soudure, les enfants mangent à peine une fois par jour et sont obligés de se rendre à l'école le ventre vide. Par ailleurs, leurs parents préfèrent les avoir avec eux au champ pour partager le peu de nourriture qu'ils trouvent avec eux.

A la faveur de la phase pilote du volet repas du Projet de Développement Communautaire (PDC) financé par la Banque Mondiale, l'EPP Tchébébé Sud B bénéficie, depuis 2008, comme 13 autres écoles de la

région Centrale Sud, de la fourniture de repas à travers les cantines scolaires. Au titre de l'année scolaire 2011-2012, au total, 182 écoles ont été couvertes par le projet sur l'étendue du territoire pour un montant de plus de 822 millions de F CFA.

“Le programme ‘d’urgence’ de fourniture de repas a pour objectif principal de permettre aux communautés les plus pauvres, qui sont particulièrement affectées par la crise des prix des produits alimentaires, d’assurer un minimum de nourriture aux écoliers du cours primaire”, indique Yawavi Agboka, la coordinatrice du PDC.

“De façon spécifique, il s’agit de fournir un appui à la distribution de plus de 38.000 repas par jour. Ces repas sont préparés localement conformément aux normes d’hygiène alimentaire et de qualité nutritionnelle

En plus de réduire nettement le taux de déperdition scolaire dans le village de Tchébébé, ce programme contribue également à améliorer le taux de réussite à l’école de la localité.

“Puisque les élèves n’abandonnent plus, ils ont désormais de meilleurs résultats depuis les quatre dernières années et le taux de réussite s’est amélioré. Avant la cantine, en 2007-2008, le taux de réussite était de 50,22%. Mais, à partir de 2008-2009, la réussite a connu une augmentation et est passée à 64,34%. En 2009-2010, elle est arrivée à 71,05% et en 2010-2011, elle a atteint 83,82”, se félicite Bawlam Yabla, 54 ans, directeur de l’école depuis 1999.

“Après avoir mangé à l’école, les élèves ont le temps d’apprendre, ils ne souffrent plus de rien. Ceux qui sont loin campent à l’école à midi après avoir mangé.



Photo Erick Kaglan

Opération de lavage des mains obligatoire avant la dégustation des repas

et donnés aux enfants fréquentant l’école primaire dans certaines communautés pauvres”, précise Mme Agboka.

“A l’EPP Tchébébé Sud B, l’effectif total qui bénéficie de ce repas est de 248 d’élèves s’il n’y a pas d’absents. Dans la centrale Sud, ils ont été en tout 3.136 dans 14 écoles pour l’année passée.”, indique Komi Ahé, 41 ans, superviseur du projet PDC, volet repas dans Sotouboua par le biais de l’ONG Radar.

“Les enfants des communautés pauvres sont en général réticents à venir à l’école non seulement parce qu’ils parcourent des kilomètres pour y venir, mais aussi parce qu’ils y viennent le ventre vide. L’opportunité de la mise en œuvre de ce programme de cantines scolaires ici à Sotouboua se trouve dans le fait que ce projet contribue à améliorer les taux de fréquentation et de maintien des écoliers à l’école”, affirme M. Ahé.

Les menus sont variés ; ce qui est rare dans leurs familles et c’est ce qui fait qu’ils aiment rester. Un enfant qui n’a pas mangé à la maison le matin sait qu’il va manger à l’école à midi”, ajoute-t-il.

La cantine scolaire de l’EPP Tchébébé soulage si bien les élèves que ceux d’entre eux qui sont au CM2 regrettent de passer leur dernière année au cours primaire. Pour ceux qui sont passés en classe de Sixième l’année dernière, M. Yabla craint de les voir abandonner l’école ‘pour la simple raison que des repas ne sont pas servis dans leur nouvelle école’.

“C’est un travail qui ne doit pas s’arrêter au niveau du primaire. Ce programme doit se poursuivre au niveau secondaire”, souhaite aussi Komla Kebalo, enseignant à l’EPP Tchébébé, ajoutant : “Certains de nos élèves qui ont eu le CEPD l’année dernière et qui



Photo Erick Kaglan

Pour nombre d'élèves comme celui-ci, rencontré à l'école de Tchébèbé Sud B, le repas scolaire est une source de motivation pour mieux travailler en classe.

sont passés en Sixième passent souvent ici à midi. Et lorsqu'ils voient leurs petits frères manger, on lit sur leurs visages une certaine nostalgie. C'est dire combien de fois le programme est utile dans la vie des bénéficiaires”.

“La cantine scolaire nous décharge beaucoup, nous les parents. Les mamans ne préparent plus à midi. A l'école, on varie les repas alors qu'à la maison, c'est toujours la pâte. Certains parents donnent à manger deux fois ou une fois ou carrément ne donnent pas à manger aux enfants en période de soudure. C'est donc un véritable soulagement pour nous”, indique pour sa part, visiblement soulagé, Habio Balawiya, 45 ans, président du Comité des parents d'élèves et père de six enfants, dont 4 filles, toutes scolarisées.

Outre ces avantages pour les élèves, le programme profite également aux ‘femmes mamans’ qui vendent dans les écoles. Par l'intermédiaire de l'ONG Radar, le projet les subventionne avec une somme variant entre 165.000 et 167.000 F CFA par semaine pour offrir des repas, de façon gratuite, à tous les enfants des établissements sélectionnés. En retour, les femmes jouissent pleinement du fruit de leurs services. Et c'est l'un des objectifs que s'est fixé le projet.

“Nous vendions de petites nourritures. Maintenant que le programme nous subventionne, le petit bénéfice que nous dégageons va dans notre porte-monnaie. Cela nous procure beaucoup d'avantages”, fait observer la responsable des femmes mamans.

Comparativement à un passé récent, leur situation financière s'est nettement améliorée.

“Avant, quand j'étais à mon propre compte, mes revenus n'étaient pas fixes parce que ce n'est pas tous les jours que les enfants ont de l'argent pour acheter. Aujourd'hui, ma situation financière s'est nettement améliorée. J'obtiens 5.000 F ou 6.000 F CFA comme bénéfice à la fin du mois”, affirme Henou, autrefois vendeuse de watché (haricot-riz).

“Moi, je vendais du Kuklui (galette d'arachide). Je ne gagnais pas grand-chose avec ça. Mais maintenant, je me consacre à la cantine. Et ça va de mieux en mieux”, renchérit Essohanam Sodou, 28 ans.

Garantissant un repas de qualité aux élèves et permettant aux femmes d'avoir une autonomie financière, le Programme d'urgence de fourniture de repas est une expérience dont la pérennisation et l'élargissement sur les autres localités du pays, apportera à coup sûr, un soulagement à des milliers de communautés ■

E.K.

PDCplus

Hervé Assah

Représentant Résident de la Banque mondiale au Togo

‘Bien plus que le PDC’

Mis en œuvre depuis 2008 avec l'appui de la Banque mondiale, le Projet de Développement Communautaire (PDC) est l'une des mesures de réduction de la pauvreté adoptées par le gouvernement togolais. Des repas scolaires fournis aux écoliers des régions pauvres du Togo, aux opérations de reboisement et de réhabilitation ou de construction d'infrastructures sociocommunautaires (écoles, centres de santé, pistes rurales, marchés, etc.), en passant par les activités génératrices de revenus, le PDC -- financé par la Banque mondiale à hauteur de 16 milliards FCFA -- s'est révélé être un instrument efficace de réduction de la pauvreté, selon de nombreux spécialistes des questions de développement. Dans la suite des actions du PDC, un nouveau projet, dénommé "PDCplus" vient de s'ouvrir avec l'octroi, le 28 mars dernier au Togo, d'une subvention non remboursable d'environ 7 milliards FCFA. Ce nouveau financement de la Banque mondiale est destiné, entre autres, à assister les enfants à risque de malnutrition ou déjà gravement sous-alimentés dans les régions de la Kara et des Savanes (Nord), comme l'indique dans cette interview, le Représentant Résident de l'institution financière internationale, Hervé Assah.

Chroniques de la Base : En quoi consiste le PDCplus ?

Hervé Assah : Le PDCplus a été conçu dans la continuité des activités que nous avons initiées dans le cadre du Projet de Développement Communautaire et dont les résultats ont été satisfaisants. Le PDCplus est destiné à renforcer ces actions, et à accroître, par conséquent, l'accès des populations les plus pauvres aux services sociaux de base, à savoir les services de santé, d'éducation, l'accès à l'eau potable et en plus de cela, l'accès à des filets de protection sociale.

Le PDCplus prévoit justement le renforcement des filets de protection sociale avec l'introduction du transfert monétaire. Pourquoi mettez-vous l'accent cette fois-ci sur le transfert monétaire ?

Ce transfert monétaire est très important parce qu'il va permettre deux choses : la première chose, c'est de lutter contre la malnutrition des enfants âgés de 6 à 24

mois. Ce programme va donc permettre d'octroyer, durant 18 mois, des ressources financières de l'ordre de **5.000 F CFA/mois/enfant** aux familles les plus pauvres dans les régions de la Kara et des Savanes qui ont les taux de malnutrition les plus élevés dans le pays. Ce programme va également encourager les familles à enregistrer leurs enfants. L'une des incitations que ce programme apporte, c'est que pendant que l'enfant est pris en charge, l'agent de protection sociale appuie la maman pour qu'elle puisse engager les procédures nécessaires en vue de la délivrance d'un acte de naissance à l'enfant. Et lorsque la maman engage ainsi l'effort pour que son enfant ait un acte de naissance, elle recevra un bonus de 10.000 FCFA. Le programme a également pour objectif de donner aux parents les moyens pour qu'ils puissent garder leurs enfants avec eux, et ne pas être contraints de les confier à d'autres personnes qui les utiliseraient à d'autres fins.

Le trafic des enfants par exemple ?



Photo Erick Kaglan

En effet, l'esclavage moderne ou le trafic des enfants par exemple.

Comment s'opéreront les transferts monétaires de sorte que les enfants pour qui les subventions sont destinées puissent effectivement en bénéficier ?

On imaginerait mal les enfants percevoir la somme eux-mêmes, donc il faut absolument que les parents soient impliqués ; la mère naturellement parce qu'elle a la charge des enfants mais souvent, les documents administratifs sont quelque fois sous la tutelle du père. Donc, il y a certainement une attention particulière qui sera portée à ce que ces ressources financières soient données à la mère peut-être en présence du père, si c'est lui qui a les documents. Je comprends votre souci et je pense que c'est une chose sur laquelle on s'attèlera pour que l'argent bénéficie aux mères et aux enfants quelque soit la manière administrative dont cela puisse se faire.

Si nous comprenons bien, une famille de cinq enfants aura droit à 25.000 F CFA par mois, à raison de 5.000 F par enfant et ainsi de suite ?

C'est exact, mais il faut que les enfants soient âgés de 6 à 24 mois. C'est la période pendant laquelle les enfants sont les plus sujets à la malnutrition, d'après les statistiques que nous avons et d'après les études de santé que nous avons réalisées.

L'autre raison du financement additionnel, c'est le renforcement des Activités Génératrices de Revenus et des travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre. Pourquoi est-il opportun de renforcer ces deux volets ?

Les activités génératrices de revenus d'une part, et les activités à haute intensité de main d'œuvre, d'autre part, sont deux types d'activités qui, surtout en milieu rural pauvre, ont leur importance. Dans ce cadre particulier du PDCplus, nous allons avoir près de 10.000 opportunités d'emplois nouveaux généralement dans les couches les plus vulnérables, à savoir les jeunes gens et les femmes ; ce qui a quand même une importance particulière. Que ce soient les activités à haute intensité de main-d'œuvre comme la réfection des pistes rurales, ou que ce soient d'autres génératrices de revenus comme des activités maraichères, le but est d'accroître les revenus des familles pour qu'elles aient les moyens de s'occuper de leurs familles, de réduire la pauvreté, surtout l'extrême pauvreté en milieu rural et qui sont des choses très importantes.

De façon synthétique, quels sont les résultats attendus du PDCplus ?

Avec le PDCplus, vous aurez près de 170 infrastructures qui seront créées, 10.000 possibilités d'emplois nouveaux dans le cadre des activités à haute intensité de main d'œuvre, et près de 70.000 personnes qui vont bénéficier directement de ce projet. Je voudrais juste rappeler que 580 microprojets sociocommunitaires ont été réalisés dans le cadre du PDC, avec plus de 8.000 emplois créés dans les travaux à haute intensité de main-d'œuvre au profit des jeunes. Je pense que dans un cadre de pauvreté rurale que nous connaissons difficile, ce sont de bonnes avancées et nous espérons bien entendu que ceci n'est qu'encore qu'une étape et qu'à l'avenir, d'autres programmes de la Banque mondiale dans le cadre des programmes gouvernementaux pourront se renforcer et faire encore plus pour les populations rurales ■

Propos recueillis par E.K

Communes du Millénaire

K. Lo N'Diaye

‘Il y a des résultats, mais il reste beaucoup à faire’

Deux femmes de Naki-Est (ci-dessous) en attente de consultation à leur centre de santé réhabilité et étendu dans le cadre des Communes du millénaire.



Photo Emilie Kenkou/PNUD



La Coordinatrice du Système des Nations Unies, Mme Lo N'Diaye, pose devant un forage construit à Naki-Est dans le cadre des Communes du Millénaire.

Il y a des résultats, mais il reste beaucoup à faire” pour réduire la pauvreté à Naki-Est et Kountouaré, les deux ‘Communes du Millénaire’ choisies dans la région des Savanes pour la phase expérimentale du Programme Conjoint des Communes du Millénaire (PCCM), a estimé Khardiata Lo N’Diaye, la coordinatrice du Système des Nations Unies au Togo après ‘une mission conjointe d’évaluation’ du Comité d’orientation et de Suivi dudit Programme, effectuée fin mai dernier dans lesdites communes.

Démarré en 2009 dans les deux localités du Nord-Est du Togo -- considérées comme les plus vulnérables -- le PCCM est un paquet intégré de services visant à améliorer la productivité agricole, l’accès aux soins de santé, l’accès à l’éducation, la lutte contre l’inégalité entre les sexes dans le but d’atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Huit autres “Communes du Millénaire” identifiées dans les régions des Savanes, de la Kara, Centrale et Maritime, devront bénéficier du PCCM dans sa phase opérationnelle.

Alors que la phase pilote de ce programme arrive à son terme à la fin de cette année, la “mission d’évaluation” - organisée conjointement par l’ensemble des agences du Système des Nations Unies et le ministère du développement à la base (qui assure la tutelle du Programme) - est allée toucher du doigt l’état d’avancement des activités sur le terrain.

“Il y a des résultats, mais il reste beaucoup

à faire. Cette mission a été une belle occasion pour nous rendre compte de la façon dont les actions de développement sont implantées à la base. Nous avons vu des projets qui touchent directement aux besoins prioritaires des populations dans les domaines de l’agriculture et des aménagements piscicoles, les plateformes multifonctionnelles qui sont en phase de démarrage au Togo etc.”, a indiqué Mme Lo N’Diaye.

La coordonnatrice du Système des Nations Unies au Togo et sa suite ont visité une dizaine de projets réalisés dans les deux localités: des cantines scolaires et écoles d’initiatives locales, des forages, des plaques solaires, des centres de pisciculture, des centres de santé, des infrastructures routières, des bas-fonds aménagés pour accroître le rendement des producteurs et des plateformes multifonctionnelles, l’un des projets ayant retenu l’attention des membres de cette mission.

“Nous avons vu que ces équipements répondent réellement aux préoccupations des populations, notamment l’allègement des travaux des femmes, mais également à l’énergie solaire. Nous avons aussi écouté l’appréciation des populations et des autorités locales. Il est permis sur un autre volet, de renforcer les capacités des organisations locales. Nous avons vu des plans de développement locaux mis en place de façon participative et l’ensemble des investissements non seulement des Nations Unies, mais des partenaires qui s’intègrent dans ces plans de développement”, a-t-elle précisé ■

Communes du Millénaire

“Nous allons profiter de l’achèvement de cette phase, en rapport avec le ministère du développement à la base pour voir quelle suite nous pouvons ensemble donner à ce projet en améliorant, mais en poursuivant des activités qui ont démontré un réel impact sur la lutte contre la pauvreté. Nous savons que le Togo va bénéficier de l’expérience des autres pays comme le Burkina qui ont une expérience de plus de 10 ans”, a indiqué Mme Lo N’Diaye.

Un programme à poursuivre...

“Grâce à la plateforme multifonctionnelle installée dans notre milieu, nous ne faisons plus des kilomètres pour moudre nos céréales. En plus, le système nous a permis d’électrifier le nouveau marché que nous avons installé. En plus, nous chargeons nos téléphones portables”, se réjouit N’Nani, responsable d’un groupement de femmes chargé de gérer la plateforme multifonctionnelle installée à Kountouaré.

Les plateformes multifonctionnelles sont des structures d’énergie décentralisées constituées d’un moteur diesel entraînant divers modules de transformation de produits agricoles notamment des moulins, des décortiqueuses, des malaxeurs, des concasseuses, des égreneuses, des broyeurs, des presses à huiles, selon les besoins des communautés.

Elles sont également équipées d’un alternateur fournissant de l’énergie pour l’électrification des villages et pour des opérations de soudure, d’aiguillage, de menuiserie, de charges de batteries de voiture et de portable.

Les plateformes sont conçues pour se substituer à la force motrice des habitants dans les zones rurales,

d’alléger leurs corvées quotidiennes, de renforcer l’autonomie financière des femmes et de générer des emplois au niveau local.

Un autre projet ayant marqué la mission d’évaluation : le Centre de pisciculture installé à Kangounou dans la Commune de Kountouaré depuis février 2011 et géré par un groupement dont des membres ont été formés pour l’implantation du projet.

“Nous n’avons jamais pensé élever des poissons dans notre milieu. Nous maîtrisons toutes les techniques pour la composition de leurs nourritures”, se vante Yaya, l’un des responsables de ce groupement composé de 29 membres dont 16 femmes.

Tout comme les bénéficiaires et organisations locales, les membres du comité de pilotage du Programme conjoint des Communes du Millénaire appellent à la poursuite de ce Programme.

“Nous n’avons pas encore mesuré les effets, parce qu’il faut encore attendre 4, voire 5 ans. Quand on s’en tient aux résultats immédiats, le projet a été bien réalisé”, a pour sa part souligné Pakédame Nam, président du Comité régional de pilotage du Programme.

“Notre position au niveau du comité régional de pilotage est claire: il va falloir qu’il y ait une phase d’extension, c’est-à-dire une phase de consolidation. Nous souhaitons que ce Programme atteigne les 10 Communes comme cela a été prévu”, a-t-il ajouté.

Le Programme des Communes du Millénaires est financé par le Système des Nations Unies à hauteur de 9,5 milliards de F.CFA. Ce Programme mis en œuvre dans d’autres pays africains vise le développement des communautés rurales dans les domaines de la santé, de l’éducation, de l’agriculture, de l’environnement, de l’économie, de l’énergie, et l’autonomisation des femmes ■

E.K

Le Projet Conjoint des Communes du Millénaire apporte également un grand soulagement aux agriculteurs des milieux ciblés notamment Naki Est et Kountouaré





La foire d'auto promotion des acteurs de développement à la base, est aussi une occasion pour les personnes handicapées de faire montre de leur savoir-faire.

Programme 'Self Help'

Aide-toi, le Ciel t'aidera

Gâce au programme Self Help, l'ambassade des USA a contribué aux côtés du gouvernement togolais à soulager les populations démunies de notre pays, mais surtout à les organiser", a estimé Victoire Tomégah Dogbé à l'ouverture le 30 mars dernier de la deuxième édition de la foire d'autopromotion des acteurs de développement à la base organisée dans le cadre du projet d'auto assistance 'Self-Help' de ladite ambassade.

C'était en présence du Chargé d'Affaires de l'ambassade, Simon Hankinson et de plusieurs exposants, acteurs de développement à la base.

"Par cette initiative, les différents acteurs de développement à la base ont l'occasion d'exposer à cette foire leurs œuvres, les produits de leur génie créateur, le fruit de leurs durs labeurs. Par ce fait, ces talentueux jeunes, ces dynamiques femmes de tous âges venus de divers horizons se sentent encouragés, soutenus et valorisés", a estimé Mme Tomégah Dogbé, à l'ouverture de la rencontre de trois jours.

Lancé pour la première fois au Togo en 1964 pour assister les communautés à la base dans la réalisation des projets de développement, le programme d'auto-assistance « Self Help » du gouvernement américain s'est très vite étendu à toute l'Afrique et est devenu l'un des programmes les plus visibles et les plus efficaces sur le continent.

Self Help finance des microprojets de développement communautaire à concurrence de 5.000 dollars pour améliorer les conditions de vie des communautés rurales en général et soutenir l'intégration professionnelle des jeunes filles et des jeunes garçons. Ce programme permet également la promotion de l'autonomisation des personnes handicapées et l'intégration économique et sociale des communautés.

Depuis son lancement, le programme a financé des centaines de microprojets au Togo, dont des activités génératrices de revenus et des infrastructures sociocommunautaires ■

E.K



Vigilance - Travail - Discipline



Vigilance - Travail - Discipline

Transitaires, Transporteurs, Importateurs, Exportateurs et autres Opérateurs Economiques

Du nouveau dans le traitement des marchandises en transit :

**Le SYSTEME DE SUIVI ELECTRONIQUE DES
MARCHANDISES (SSE)** est désormais opérationnel au Togo.

Avec ce nouveau système de géolocalisation basé sur les
nouvelles technologies de l'information et de la
communication,

- **Fini l'escorte douanière physique des camions,**
- **Fini les pertes de temps préjudiciables au transport
des marchandises en transit.**

Pour plus d'informations, contactez la Direction Générale des Douanes au
22-23-00-00 ou au **22-23-00-42.**

Politique de
Développement
à la base

E. Hounzangbé

Consultant

‘Vers des interventions plus cohérentes et plus efficaces’

Créé en septembre 2008 avec pour mission de mettre en œuvre un concept, jusque là, nouveau pour les Togolais, le ministère du développement à la base a initié jusqu’ici plusieurs projets et programmes au profit des communautés à la base. Mais il compte désormais inscrire toutes ses actions dans le cadre d’une politique nationale de développement à la base pour des interventions plus “cohérentes et plus efficaces”. Un document a été validé en ce sens en mai dernier à Lomé et devrait passer, sous peu, en Conseil des ministres pour étude et adoption, puis devant le Parlement. Le document validé, sous réserve des amendements qui pourraient y être apportés, reflète déjà l’objectif visé par le Togo à l’horizon 2032, celui de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers l’amélioration de l’accès des communautés et des organisations à la base au “Minimum vital commun”, en les dotant de capacités institutionnelles, techniques et financières suffisantes pour concevoir et gérer de manière participative des initiatives leur permettant une auto prise en charge. Décryptage avec Emmanuel Hounzangbé, le Consultant qui a été commis pour l’élaboration dudit document.

Chroniques de la Base : Quelles sont les orientations fondamentales du document de politique nationale du développement à la base validé?

Emmanuel Hounzangbé : Elles sont au nombre de deux. La première orientation porte sur l’accroissement des revenus de la population. Ce faisant, la politique nationale de développement à la base va participer à la réalisation de l’objectif gouvernemental de promouvoir l’accélération de la croissance économique, par une contribution à l’augmentation des revenus des populations à la base, en mettant en œuvre des actions visant à renforcer les capacités et les opportunités des communautés à la base et à générer de la richesse dans la perspective d’une amélioration sensible du niveau de vie des individus qui les composent.

La deuxième orientation s’adresse à la

réduction des déséquilibres régionaux. A ce niveau, il s’agit de participer aux efforts consentis par d’autres départements ministériels pour la réduction des déséquilibres inter et intra-régionaux constatés dans le domaine des infrastructures sociocommunautaires et socio-économiques. Ceci, en vue de permettre à toutes les communautés à la base du pays de disposer d’un environnement propice à l’émergence des opportunités de développement et à leur renforcement de manière durable.

Quelles stratégies sont envisagées pour donner corps à ces orientations ?

Elles sont de plusieurs ordres, mais deux nous paraissent primordiales. La première approche stratégique consistera à construire sur les dynamismes existants, notamment la dynamique associative qui



Photo Erick Kaglan

existe déjà en milieu rural et périurbain. Dans cette perspective, la place des comités de développement que sont les Comités Villageois de Développement et les Comités de Développement de Quartiers qui cherchent à promouvoir le développement autocentré des communautés à la base est importante. En fait, il s'agira au tout premier plan stratégique d'inscrire les actions de développement sur ces dynamismes existants, de manière à assurer la responsabilisation et l'autonomisation des bénéficiaires.

Pour la deuxième, il s'agira de promouvoir les microréalisations ou des microprojets identifiés par les communautés à la base. Le grand avantage des micro-actions de développement à la base est qu'elles sont vite réalisables et n'exigent pas une mobilisation importante de ressources financières. Mais, elles produisent rapidement des résultats recherchés avec une incidence significative sur la vie des populations bénéficiaires qui obtiennent ainsi une satisfaction élevée lorsque le ciblage est bien fait.

J'imagine qu'un pareil document ne manque pas d'accorder une place à la décentralisation...

Tout à fait, l'approche prévoit la promotion de la décentralisation des actions de sorte que les CVD, les CDQ et les organisations professionnelles soient assez autonomes et qu'ils bénéficient directement et davantage des appuis qui leur seront offerts. Dans la même veine, l'on suscitera et fera la promotion d'un développement communautaire intégré, en

concentrant les investissements dans les communautés d'extrême pauvreté notamment dans les secteurs clés de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, des infrastructures rurales, de l'approvisionnement en eau potable, du microcrédit, des activités génératrices de revenus et de la micro-entreprise rurale.

D'un autre point de vue, il est important de souligner que toute la démarche du développement à la base s'inscrit dans la perspective de la décentralisation qu'elle contribue à préparer, en favorisant l'émergence de conditions optimales pour son succès.

Quelle place pour les femmes dans cette politique ?

Cette politique envisage de promouvoir l'intégration des femmes. Elles représentent plus de la moitié de la population totale du Togo (51,4%). Plus de 75 % d'elles vivent en zone rurale où elles fournissent environ 80 % de la production vivrière. Les femmes rurales pratiquent une agriculture de subsistance et ne perçoivent pas une rémunération pour leur travail et ne peuvent contrôler les ressources générées par les cultures, même si elles apportent une force de travail considérable. En milieu urbain et semi-urbain, la grande majorité des Togolaises pratiquent le petit commerce et s'adonnent à l'artisanat principalement, pour subvenir aux besoins fondamentaux de la famille. Il importe donc de favoriser entre autres l'accès des femmes aux ressources productives notamment le capital, les technologies améliorées, les plateformes

multifonctionnelles, etc. Il importe aussi d'appuyer les femmes dans leurs activités de commercialisation et de transformation artisanale des produits locaux.

Si les femmes constituent une frange importante, les jeunes ne sont pas non plus une frange négligeable. Que prévoit le document ?

La politique de développement à la base validé prévoit la promotion de l'insertion socio-économique des jeunes. Une des tendances lourdes de l'évolution démographique au Togo porte sur sa croissance rapide de la population dont une première conséquence est l'accélération de l'urbanisation du fait d'une part, de la non-valorisation de l'espace rural et d'autre part, en raison du pouvoir d'attraction que continuent d'exercer les villes sur les campagnes. Ce mouvement, portant principalement sur les jeunes et qui détermine un vieillissement de la force de travail en milieu rural, constitue une des préoccupations majeures des responsables du pays qui, à terme, peut affecter la productivité des exploitations agricoles. La nécessité d'inverser la tendance appelle la mise en œuvre de mesures idoines telle la formation et l'insertion des jeunes dans les filières agricoles, y compris celles liées à l'élevage.

En quoi ce document est-il pertinent ?

Tout d'abord, il faut noter que la période d'élaboration du document de politique nationale de développement à la base coïncide parfaitement avec celle de la conception de la deuxième génération du Document de stratégie de réduction de la pauvreté qui porte sur la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi. De ce fait, il s'est avéré plus facile d'intégrer les données de la politique de développement à la base dans la nouvelle stratégie nationale globale, notamment l'intégration des éléments de son plan d'action prioritaire dans le tableau d'ensemble et conséquemment sa budgétisation. Mais de façon intrinsèque, le document permet plus facilement d'encadrer les interventions en faveur du développement à la base et de les rendre plus cohérentes et plus efficaces.

Maintenant que le document de politique a été validé, quelle est la prochaine étape ?

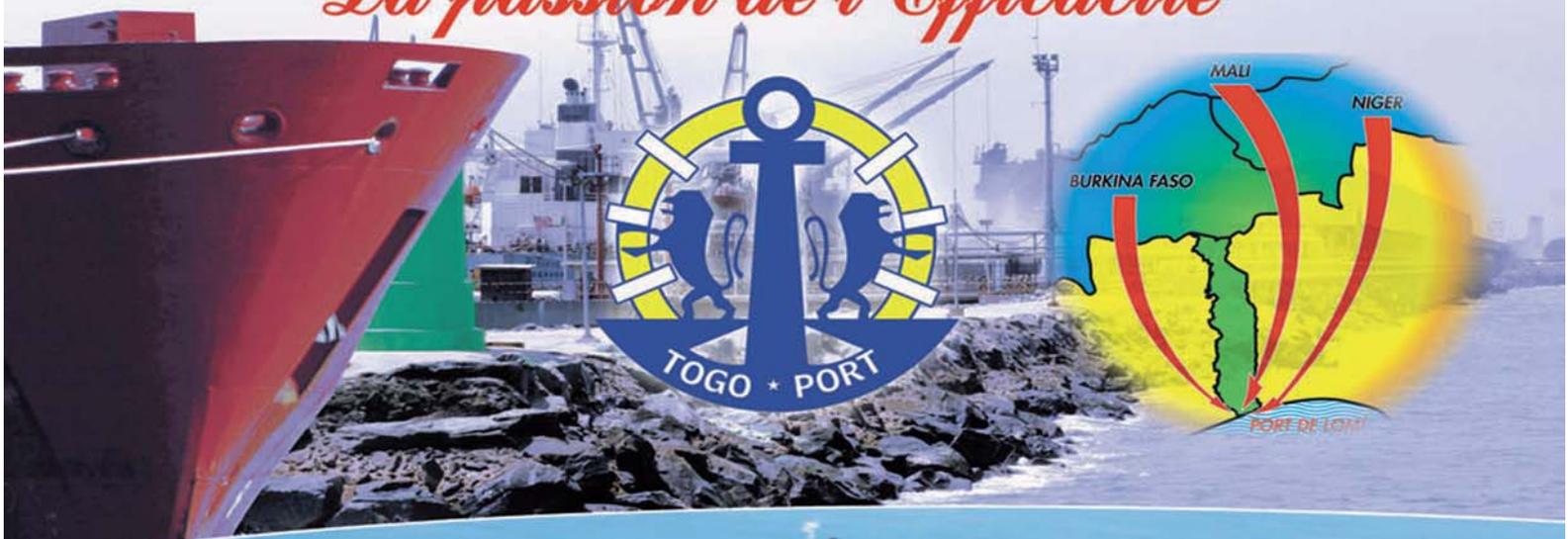
Après la validation, les divers amendements proposés et adoptés par les participants sont intégrés dans le document qui prend alors sa forme finale avant son dépôt au secrétariat du Gouvernement qui se chargera de le transmettre au Conseil des ministres pour examen et adoption. Après approbation par cette

instance suprême, le document deviendra officiellement la politique nationale de développement à la base, c'est à dire le cadre de référence pour toutes les interventions en faveur du développement à la base, qu'elles soient initiées par le gouvernement ou par tous autres partenaires publics ou privés, nationaux ou étrangers. Le coût de mise en œuvre de cette politique étant hors de portée des seules ressources du budget national du pays, il est prévu la tenue d'une table ronde avec pour objectif fondamental, outre la vulgarisation du document, la mobilisation de ressources financières auprès des partenaires techniques et financiers tant de l'intérieur que de l'extérieur ■

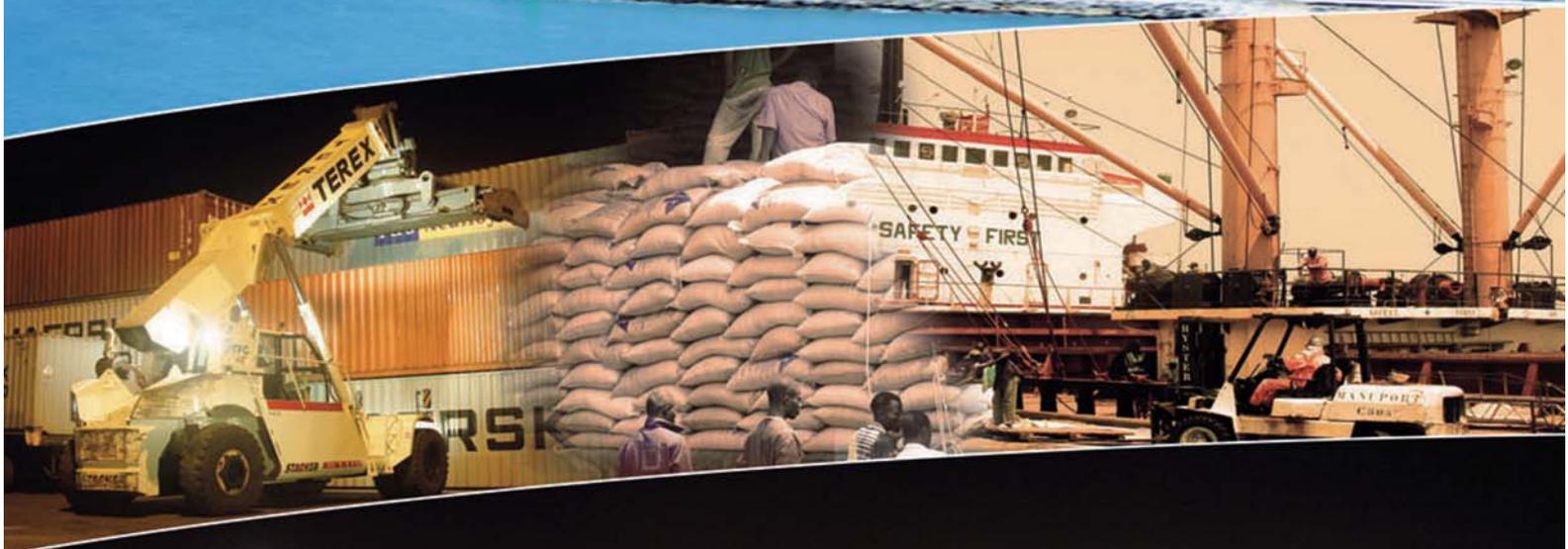
Propos recueillis par E.K

PORT AUTONOME DE LOME

La passion de l'Efficacité



- Port en eau profonde de la côte ouest africaine, 14 mètres de profondeur ;
- Des services de manutention très compétitifs assurés par des opérateurs privés ;
- « Solidarité sur la Mer » : un service exceptionnel de convoyage sous escorte des marchandises à destination des pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger).



B.P. : 1225 Lomé - TOGO Tél. : +228 227 47 42 Fax : +228 227 26 27 / 227 02 48 E-mail : togoport@togoport.tg

Site web : www.togoport.tg

L'ANADEB en marche...

Voilà qui va permettre au ministère du Développement à la Base d'être assisté dans sa mission. Créée par décret pris en Conseil des ministres le 19 janvier 2011, l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB)

se met progressivement en place. Entre autres missions, elle sera chargée d'ancrer les initiatives de son ministère de tutelle dans la durée et de manière structurelle, puis de capitaliser les pratiques optimales développées afin de porter à échelle les résultats et les impacts pour réaliser l'objectif d'un Minimum Vital Commun. Selon Doki-Zama Ali-Tagba, le responsable de cette nouvelle structure, l'ANADEB ne vient pas se substituer au ministère du Développement à la Base, loin de là.

"Sur le plan institutionnel, le ministère du Développement à la Base est une administration centrale dirigée par une personne d'État au sein du gouvernement. Il dispose de son organisation composée d'un cabinet, d'une administration centrale, d'institutions, de services et d'organismes rattachés. Quant à l'ANADEB, elle est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière placée sous la tutelle du ministère et est pour ainsi dire, une des institutions qui lui est rattachée", explique M. Ali-Tagba.

"Le ministère du Développement à la Base, étant responsable au sein du gouvernement de la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de promotion du développement à la base, a défini des orientations stratégiques que l'ANADEB met en œuvre. En somme, l'ANADEB est le bras opérationnel du ministère sur le volet du développement à la base", souligne-t-il.

En ce qui concerne sa mission sur le terrain, l'ANADEB se chargera d'apporter aux services déconcentrés, aux collectivités territoriales, aux organisations communautaires à la base, aux structures privées et aux ONG, un appui technique en matière de promotion et de gestion d'initiatives de développement à la base. Elle mettra en œuvre des actions d'information, d'éducation, de communication et de formation relatives au développement à la base.

En plus, la nouvelle Agence entreprend et réalise en tant que maître d'ouvrage délégué, directement ou par l'intermédiaire de sous-traitants, dans un cadre réglementaire ou contractuel approprié, toute activité

de promotion, de formulation, de gestion ou de suivi-évaluation en rapport avec son objet. L'ANADEB recherchera et mobilisera avec l'appui des partenaires au développement des ressources financières et techniques nécessaires à l'exécution de ses missions.

"Nous avons pleinement conscience que les défis à relever sont multiples, variés et importants les uns tout autant que les autres. Les actions de l'ANADEB découlent de la vision du ministère du Développement à la Base dont le rêve est d'assurer, de manière durable à l'horizon 2032, aux communautés à la base ainsi qu'aux individus qui les composent, la satisfaction des besoins fondamentaux, en leur facilitant l'accès au Minimum Vital Commun", indique M. Ali-Tagba.

"Le Minimum Vital Commun est l'ensemble des besoins de base légitimes de la population notamment l'alimentation et la nutrition, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable et à l'hygiène, le développement des capacités des populations à générer la richesse, le désenclavement des localités, la réalisation des infrastructures de base", explique M. Ali-Tagba, relevant que le champ d'actions de l'Agence est donc, pour ainsi dire, "vaste et très diversifié".

"Pour permettre à l'ANADEB d'être opérationnelle et atteindre ses objectifs, le gouvernement a pris des mesures institutionnelles et financières comme par exemple l'autonomie financière et la maîtrise d'ouvrage déléguée dont jouit l'Agence. Elle travaillera avec les structures qui interviennent pour le développement des communautés à la base et bâtira ses interventions sur ces dynamismes existants qui constituent des moyens d'action importants", rassure-t-il.

Par ailleurs, dans la perspective de l'appropriation et de la pérennisation des actions de développement par les bénéficiaires, une participation locale, évaluée à un minimum de 5% du coût des réalisations, leur est demandée. Cette contribution locale constitue aussi un des moyens adéquats de l'Agence pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés.

Où en est l'ANADEB ?

Pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés, l'équipe de l'ANADEB s'est dotée de deux documents de travail à savoir le plan de travail annuel (PTA) duquel a découlé le plan opérationnel annuel (POA).

Ces documents permettent une bonne



Photo Entek Kaglan

‘Notre rêve est d’assurer, de manière durable à l’horizon 2032, aux communautés à la base, l’accès au Minimum Vital Commun’.

Doki-Zama Ali-Tagba
 Directeur Général de l’Agence
 Nationale d’Appui au
 Développement à la Base
 (ANADEB)

organisation et une exécution harmonieuse des activités de l’Agence.

Ainsi depuis le mois d’Avril, les activités du projet de soutien aux microprojets d’infrastructures communautaires (PSMICO) ont démarré dans treize communautés.

Les communautés bénéficiaires de ces appuis sont Tchiéglé (Cinkassé), Tindjassé (sous préfecture de la plaine de Mô), Pya et Landa (Kozah), Atchintse (Bliitta), Anié (Anié), Adétikopé et Avélébé (Zio) Agou et Avétonou (Agou) ; Vokoutimé (Vo), Okougnohou (Ogou), Atchonta (Doufelgou).

Les ouvrages en cours de réalisation dans ces communautés sont des hangars de marché (économie), des latrines (assainissement), des bâtiments scolaires et équipements (éducation) des Unités de Soins Périphériques (santé).

Par ailleurs, deux autres projets sont en cours d’élaboration, notamment le projet d’accompagnement du développement communautaire dans des quartiers vulnérables de Lomé et le projet d’accompagnement du développement dans le canton de Pagala en vue de contribuer à l’amélioration des relations entre la communauté et la société POMAR qui exploite les marbres dans la localité.

“Comme une pieuvre, la pauvreté a plusieurs tentacules et les partenaires au développement, en fonction des moyens dont ils disposent, engagent des actions sans toujours tenir compte des besoins réels et des aspirations

Le PDC désormais à Lomé

Contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu urbain, c’est l’objectif que compte atteindre le Projet de Développement Communautaire de Lomé (PDCL), un projet mis en œuvre par le ministère du développement à la base à travers son bras opérationnel, l’ANADEB.

Ce projet a retenu, pour sa phase pilote de trois ans, les quartiers vulnérables de Bè-Adodogan, Kodomé, Agbalépédogan et Agoè-Nyivé-Kitidjan.

Des actions de développement y seront menées en collaboration avec les comités de développement des quartiers respectifs. Ces actions ont trait à l’aménagement des infrastructures socio collectives qui valoriseront la main-d’œuvre locale constituée de la jeunesse des quartiers concernés. Des activités génératrices de revenus des femmes et des jeunes filles seront également accompagnées.

Le PDCL financé à hauteur de plus de 79,5 millions de F CFA devrait non seulement améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers, mais aussi donner du travail et des revenus à la jeunesse et aux femmes ■

au développement de la base. L’ANADEB a pour mission de veiller à l’intégration de la dimension développement à la base dans les politiques, plans, programmes et projets de développement nationaux. A ce titre, elle va impulser la dynamique nécessaire pour promouvoir et soutenir le développement harmonieux des communautés à la base et s’assurer de la prise en compte des préoccupations de toutes les couches socioprofessionnelles et vulnérables dans les politiques et stratégies de croissance pour réduire leur pauvreté”, conclut M. Ali-Tagba ■

E.K.



S.A.L.T.

**Société Aéroportuaire
de Lomé Tokoin**

AEROPORT INTERNATIONAL GNASSINGBE EYADEMA

BP: 10112 Lomé - Tél: (228) 22 23 60 60 / 61 fax: (228) 22 26 88 95

E-mail: salt@cafe.tg - www.lome.aeroport.tg

***POUR PLUS DE CONFORT, DE SECURITE ET
DE CONVIVALITE, VOTRE FUTURE AEROGARE.***



Sté. Togolaise de HANDLING
Tél: (228) 22 26 34 60
Fax: (228) 22 26 34 25

AERO TRANSPORTS SA. CA
14 BP: 12 - Tél: (228) 22 26 62 46
Fax: (228) 22 23 62 47

SERVAIR TOGO
14 BP: 12 - Tél: (228) 22 26 45 62
Fax: (228) 22 26 45 61



AIRFRANCE 

4 vols directs
par semaine
Mardi, Jeudi,
Vendredi,
Samedi,
à compter du
30 Octobre .

AIRFRANCE KLM

Tél. : 22 23 23 23
www.airfrance.tg



Pack HELIM Nomade

Modem USB offert

- + 1 carte SIM
- + Frais d'accès Internet

24 995 F CFA

~~40 900 F CFA~~

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

HELIM
nomade

Internet
où je veux, quand je veux !

**BAISSE
DE PRIX**



Pack illico Cam

- + 1 téléphone
- + 1 carte SIM
- + 500 F CFA de crédit

24 995 F CFA

~~45 000 F CFA~~

le fixe sans fil
illico



Carte SIM

995 F CFA

~~2 000 F CFA~~

ACCESSOIRES ILLICO CAM

PRIX TTC

BATTERIE	3 410 F CFA
CHARGEUR	2 565 F CFA
CLAVIER	2 565 F CFA
ECOUTEUR	860 F CFA
MICRO	860 F CFA
HAUT PARLEUR	1 285 F CFA
CABLE USB	1 710 F CFA
ECRAN LCD	4 275 F CFA
HABILLAGE	7 265 F CFA

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom FORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00